

Fr. 2.50

la brèche

n° 441
1er décembre 1989

RDA: La parole des opposants



**Suisse sans armée:
Table ronde avec P. Sigerist,
P. Gilardi et J.M. Dolivo**

Bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier

vingt-et-unième année

Béton mal armé

Pour faire le point sur la campagne et les résultats de l'initiative «Pour une Suisse sans armée», *La Brèche* a choisi de s'entretenir avec trois animateurs du Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA): Pierre Sigerist de Berne, un des secrétaires du GSSA en

La Brèche: Quel bilan d'ensemble effectuez-vous de la campagne?

Pierre Sigerist: D'une certaine manière, on peut affirmer, avec un grain de provocation, que la campagne «Pour une Suisse sans armée» (SSA) a tenu lieu de mouvement de glasnost (Swissnost) dans ce bastion conservateur. Ce fut une campagne contre les têtes de béton, selon une expression qui nous est chère en Suisse alémanique et qui décrit fort bien plus d'une tête réellement existante au plan gouvernemental et militaire. L'analogie avec la glasnost renvoie évidemment à l'actuel contexte européen qui a marqué de son sceau la campagne et le vote. A tel point que l'on avait plus d'une fois l'impression que, dans l'Etat-major et les milieux officiels (qui se confondent avec les milieux d'officiers), on regrettait le bon temps de la bonne guerre froide. Le trait le plus significatif de la campagne est, selon moi, le suivant: la participation active d'une masse de jeunes qui ont développé une grande quantité d'initiatives propres, manifestant de la créativité. Ils se sont politisés et «ouverts au monde», ce qui est, en quelque sorte, un rare privilège en Helvétie!

Jean-Michel Dolivo: Les mêmes remarques valent pour la Suisse romande. J'ai pu constater la multiplicité des initiatives de petits groupes dans des villes et des lieux les plus divers. Si les membres du GSSA ont animé la campagne, ils ont été épaulés par un large éventail d'activités, entre autres au sein de la jeunesse. Ainsi, dans des collèges, des centres d'apprentissage, des gymnases, des débats et des expositions ont été organisés. Un exemple. A Rolle, à l'occasion des fêtes de promotion scolaire, des jeunes ont déroulé une banderole en faveur de l'initiative. Cela leur a valu l'intervention des têtes de béton-armé

de la police. Ce qui eut un effet boomerang. En effet, la jeunesse et une partie de la population n'est plus prête à accepter ce genre de mise au pas.

Paolo Gilardi: A Genève, dans plusieurs collèges, des débats contradictoires ont été organisés. Les jeunes ont joué, comme ailleurs, un rôle important dans la campagne. Plus d'un collage d'affiches leur revient. Des votes en blanc furent organisés et leurs résultats sont éloquentes. Ainsi, au CEPIA, Centre de formation professionnelle, 78% des élèves se sont prononcés en faveur de l'initiative, la participation au vote en blanc était de 96%. Si l'on effectue une moyenne des votes dans les gymnases et au CEPIA, l'initiative a recueilli 70% de oui. Cette campagne a donc agi comme un révélateur pour toute une génération de jeunes qui apparaissent beaucoup moins désintéressés aux grands problèmes de société que veulent bien nous le faire croire ceux qui ont en charge la gestion du pays. Effectivement, lorsque l'on pose de vraies questions, lorsque l'on met les citoyens, les citoyennes devant de véritables options, ils manifestent un intérêt et développent une conscience civique. Il faut dénoncer l'idée diffusée aussi bien par la gauche que par la droite (avant le vote, évidemment) que la question posée était non pertinente. Un tel jugement révèle tout simplement la routine mentale et politique, logique et physiologique donc, des partis établis qui ont accepté que les problèmes de fond, les grandes options ne soient jamais, ou très rarement, débattus. Sur ce plan, l'initiative est aussi un révélateur de possibilités d'enrichir la démocratie directe. Parions que plus d'un doit réfléchir aux moyens futurs de l'appauvrir.

La Brèche: Quelles convergences entre divers secteurs socio-cultu-

Suisse alémanique, Jean-Michel Dolivo du GSSA-Lausanne, et Paolo Gilardi du GSSA-Genève. Les trois ont participé à de nombreux débats publics. Ils traduisent, ici, à la fois les expériences du GSSA et la participation de membres du PSO à cette mobilisation.

rels la Suisse sans armée a-t-elle révé- lées?

P. Sigerist: En Suisse alémanique, il faut relever la jonction qui s'est établie entre l'intelligentsia, représentée sous ses meilleurs traits par Frisch et Dürrenmatt, et le mouvement pacifiste, anti-militariste, pour une Suisse ouverte et solidaire. Peter Bichsel, qui n'était point un ami de l'initiative, a écrit une lettre ouverte à Andréas Gross, publiée dans *Schweizerische Illustrierte*, une semaine avant le vote, reconnaissant s'être trompé sur toute la ligne et attribuant les plus grands mérites au GSSA. Au-delà des écrivains, on a vu des peintres, des sculpteurs, des musiciens, des formations de rock, etc. s'engager en faveur de l'initiative.

J.-M. Dolivo: En Suisse romande, du moins d'après ce que j'ai pu constater, l'engagement des milieux littéraires fut moins important, ce qui révèle peut-être, plus simplement, leur moindre importance. Néanmoins, il faut souligner l'engagement d'auteurs de renom tels que Anne-Lyse Grobéty, Gaston Cherpillod, Laurence Deonna, Georges Haldas. Cela valait largement la campagne menée par Bertil Galland dans *24 Heures*, qui s'adressait, pour les mettre en garde, de haut, à ses amis écrivains. Spécialiste de la dissidence à l'Est, B. Galland vanta le courage qu'il fallait avoir pour dire... NON à l'initiative. Dissident en chef, Villiger a dû apprécier.

P. Gilardi: A Genève, la jonction indiquée par Pierre s'est aussi concrétisée. Les metteurs en scène ont joué un rôle dynamique dans notre campagne: Tanner, Soutter, etc. Ce dernier s'est lancé à fond dans la campagne. Plus de trente artistes ont offert des oeuvres au GSSA, afin de soutenir matériellement la campagne d'explication.

Une autre convergence s'est effectuée: celle entre une couche de jeunes en voie de radicalisation et un secteur de militants pour les droits de l'homme qui se battent depuis des années pour le droit d'asile, le statut des réfugiés, une Suisse ouverte. Ce fut un moyen de poser des problèmes de société dans une sorte d'échanges entre générations.

La Brèche: La gauche et les écologistes, plus que frileux face à l'initiative, se sont-ils échauffés pendant

la campagne?

P. Sigerist: Le résultat n'est pas seulement une gifle administrée au gouvernement et aux militaires. La claque résonne aussi sur les joues de la gauche traditionnelle et des verts modérés qui n'avaient pas manqué de décrier, avec des arguments aussi torques que leur malaise, l'initiative.

Dans le milieu syndical, des développements intéressants ont eu lieu, non pas sous l'impulsion des directions, mais la plupart du temps par l'intervention des militants du GSSA dans les rangs syndicaux. Grâce à la liberté de vote reconnue par l'USS et à la prise de position très importante en faveur de l'initiative de la FOBB, de nombreux débats ont eu lieu dans les cartels syndicaux locaux. Le Syndicat du livre et du papier, après des tergiversations lors de son congrès, a appelé à voter oui. Le SSP s'est de même engagé dans ce sens.

Le Parti socialiste s'est abstenu durant cette campagne. Par contre, ses éminents représentants dans le Conseil fédéral et dans les exécutifs cantonaux ont mené campagne pour le non. Stich a mis en question, sans grands résultats, les chiffres avancés par le GSSA. Felber s'est mis en avant pour le non. Il faut souligner que de nombreux militants du Parti socialiste ont joué un rôle actif dans les GSSA. Pour les verts, si Monika Stocker s'est prononcée pour le oui, le poids du non adopté par la fraction parlementaire a pesé...

J.-M. Dolivo: Effectivement, Bré-laz, conseiller national et dirigeant du GPE vaudois, actuel municipal de Lausanne, a pris fermement position pour le non. Il faut relever l'importante campagne du PS jurassien. Et, en Valais, le rôle du périodique *Roté Anneliese*. A ces exceptions près, on peut relever un certain déphasage entre les prises de position des dirigeants du PS les plus reconnus... par leurs partenaires bourgeois et une couche importante de la base du PS.

P. Gilardi: Les syndicats ont eu une activité modérée durant la campagne. Mais des prises de position en faveur de l'initiative sont à relever. L'Union syndicale genevoise, après avoir craint de soutenir une initiative qui ne passerait même pas la barre des 10%, s'est ravisée et a appelé à voter oui. Il faut mettre en relief les activités des Commissions femmes du SSP/VPOD et de l'USCG qui ont organisé

la brèche

Nos tarifs d'abonnement:
sans enveloppe: une année, 55.—; six mois, 30.—; une année, étranger (Europe), 80.—
sous enveloppe fermée: une année, 65.—; six mois, 35.—; une année, étranger (Europe), 100.—
soutien: 100.—
(pays extra-européens: se renseigner auprès de l'administration).

Administration et rédaction:
La Brèche, rue de la Borde 11, 1018 Lausanne
Tél. 021/36 26 16 - ccp 10-25 669-5
Editeur responsable: Ch.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Parti Socialiste
Ouvrier (PSO)
case postale 13
2500 Bienne 4
tél. 032/22 95 47
case postale 829
2301 La Chx-de-Fds
case postale 28
1700 Fribourg 6
case postale 858
1211 Genève 3
tél. 022/20 68 02
11, r. de la Borde
1018 Lausanne
tél. 021/36 26 16
case postale 82
1020 Renens VD
case postale 1532
2002 Neuchâtel

un meeting, publié une brochure, participé activement à la campagne. Au sein du PS, le conseiller d'Etat Christian Grobet, qui s'est prononcé pour le oui dès les mois d'avril, marquait d'autant plus la différence que Bernard Ziegler se taisait. Jean, par contre, se prononçait fermement pour l'initiative. Nous n'en avions jamais douté.

A Genève, une césure s'est opérée au sein du Parti écologiste genevois (PEG). Ceux qui se sont prononcés pour l'initiative, à l'encontre de Laurent Rebeaud, n'ont pas hésité à caractériser les opposants d'être atteints d'un «cancer de la pensée»!

La Brèche: *Les milieux chrétiens semblent avoir participé activement au débat. Quelle est votre expérience à ce sujet?*

P. Sigerist: Dans les milieux chrétiens, les disciples socialistes chrétiens de Ragaz, qui publient la revue *Neue Wege*, après avoir manifesté de fortes réticences, se sont ralliés à l'initiative depuis le début 89. La prise de position de la Commission de l'Eglise catholique, Justice et Paix, a été interprétée comme un feu vert en faveur de l'initiative par de nombreux chrétiens.

J.-M. Dolivo: Le refus déterminé de la droite et de l'armée de reconnaître l'objection de conscience a certainement été un catalyseur de la réaction des milieux chrétiens en faveur de l'initiative. Mais une autre tendance de fond a trouvé, à cette occasion, son expression: leur sensibilité manifeste aux problèmes qui étaient rattachés à l'initiative, ceux de la politique vers le tiers monde, vers les réfugiés, vers les défavorisés de ce pays.

P. Gilardi: A Genève, deux débats ont été organisés dans des paroisses sur le thème «Christianisme et armée». L'hebdomadaire *La Vie protestante* a consacré deux de ses pages au débat. Au fond, au même titre que le constat effectué par Jean-Michel à propos du PS et de sa base, on a remarqué un décalage relatif entre l'essentiel de la hiérarchie, des «instances supérieures», et un secteur actif et socialement sensibilisé de la communauté chrétienne.

La Brèche: *La Suisse sans armée a agi comme un révélateur de la disposition d'esprit d'une fraction de la jeunesse. Comment cela s'est-il exprimé?*

P. Sigerist: Dans la jeunesse, l'impact des arguments ayant trait aux questions sociales, au tiers monde, à l'ouverture de la Suisse était manifeste. Mais affleuraient aussi le refus de l'autorité bornée et de la discipline militaire abrutissante. D'un certain point de vue, l'idéologie individualiste, cultivée par les médias, a subi un renversement: l'affirmation d'une autonomie individuelle face à la hiérarchie militaire et d'une responsabilisation vers la société s'est exprimée

dans un secteur de la jeunesse.

J.-M. Dolivo: Je crois que le thème de l'Europe dans sa dimension nouvelle posée par la montée des révolutions démocratiques à l'Est a été, même sous une forme très diffuse, peu consciemment explicitée, un élément de sensibilisation de nombreuses personnes et de leurs prises de position en faveur de l'initiative. L'initiative est apparue, en quelque sorte, comme le pôle inversé — avec sa connotation de solidarité, de démocratie, de pacifisme — de ce que représente l'armée et ses colonels, symbole de la Suisse coffre-fort, de la Suisse barbelée pour «se protéger des réfugiés», de la Suisse hôtel sans étoile pour saisonniers... La campagne a aussi révélé la rupture définitive avec les générations issues du repli des années 30 et 40 et de la guerre froide. Dans ce sens, un mur aussi s'est effondré en Suisse.



P. Gilardi: Au travers de mes expériences, j'ai pu constater un processus de politisation où se combinent l'affirmation d'une indépendance de pensée, une volonté de comprendre (bien que les références politiques sont extrêmement floues, pour ne pas dire inexistantes), et un intérêt pour des «grandes causes»: le sort de la planète, les catastrophes écologiques, la situation dans le tiers monde et aussi la solidarité avec des grandes luttes, que ce soit en Afrique du Sud contre l'apartheid ou les mouvements démocratiques à l'Est. Certes, dans un premier temps, dominait au travers de l'adhésion à l'initiative le rejet de ce qui existait. Ce qui est normal dans tout processus de radicalisation. Mais, dans un deuxième temps, se sont dessinés les éléments d'une recherche de «ce que l'on voudrait». J'ai été étonné du nombre de questions, posées par des jeunes, portant sur: quelle politique de paix, quelle aide au développement, comment y participer, quelle est la place de la Suisse?

La Brèche: *Comment analysez-vous les résultats, et comment prépa-*

rer des lendemains qui chantonnent?

P. Sigerist: Tout le monde a été surpris par le résultat: 1.052.218 de oui, soit 35,6%. Deux cantons qui sont désormais des «zones libérées» de l'armée: Jura et Genève, avec respectivement 55,5% et 50,4% de oui. La Suisse dite primitive a dépassé largement tous les pronostics qui, il y a encore une année, étaient donnés en faveur de l'initiative, non seulement à l'échelle nationale, mais même dans les cantons soupçonnés d'être les plus favorables à l'initiative. A Uri, où l'initiative a obtenu son plus mauvais résultat, les oui font 23,9%; à Obwald 25,6%, à Nidwald 28,7%. Cinq cantons ont plus de 40% de oui (BS, BL, NE, GE, JU). Le Tessin fait 39,4%. La ville de Zürich, 44%. Ces résultats prennent d'autant plus de relief si on les compare aux votes du Conseil national et du Conseil des Etats. Là,

sur les résultats, Pierre ayant donné l'essentiel. Je souligne néanmoins le résultat d'une ville comme Lausanne, qui au-delà de sa majorité verte-très-rose, n'est pas un haut-lieu du progressisme, 38,7% de oui. Peu s'y attendaient, en tout cas pas *Domaine public*. Pour ce qui est du Jura, les observateurs insistent sur le lien entre le mouvement indépendantiste et l'opposition à l'armée. C'est vrai, mais ils oublient d'indiquer que, cette fois, le vote s'est fait contre le mot d'ordre du PDC, opposé à l'initiative; ce qui donne un ton particulier au résultat.

Je crois que l'opinion pense que le résultat va avoir un effet sur les dépenses militaires, sur l'annuité des objecteurs de conscience. Il faut répondre à cette attente. Il y a aura des batailles immédiates pour soutenir la population qui s'oppose à des places d'armes et des places d'exercices, que ce soit en Valais ou dans la vallée de Joux. Il y a une autre attente, celle exprimée par la joie spontanée de ceux qui ont milité pour l'initiative ou qui se sont identifiés avec elle et qui ont manifesté, immédiatement, dans la rue. A Lausanne, le dimanche soir, on a manifesté pour l'initiative et contre l'odieux crime raciste de Fribourg, et l'on s'est rendu devant le lieu de détention des objecteurs de conscience, de ceux qui refusent de payer la taxe militaire.

P. Gilardi: Du «canton libéré de Genève», on peut parler, à juste titre, avec confiance du résultat. La manifestation qui s'est déroulée le dimanche soir mérite d'être relatée. Les manifestants ont empêché un train de militaires de partir, en se couchant sur les voies. Les soldats sont descendus enthousiastes et ont fraternisé avec les manifestants. Puis, plus de mille personnes se sont rendues à la caserne des Vernets, ont dansé dans la cour. Ni officiers, ni policiers n'ont plastronné.

A Genève, diverses propositions surgissent: refus d'entretenir places d'armes et casernes; transformation de la caserne des Vernets en centre de loisirs et refus de sa modernisation; plus d'exercices militaires sur le sol du canton; amnistie immédiate de ceux qui purgent des peines de prison.

Je crois qu'il faut éviter de tomber dans le piège des réformes de l'armée, thème dont va s'emparer la sociale-démocratie et les «modernistes». Une chose est de se battre sur des revendications concrètes, l'autre est de maintenir l'esprit de l'initiative pour une abolition de l'armée.

P. Sigerist: Je suis d'accord, d'autant plus que l'initiative a eu un écho international. L'idée est reprise aujourd'hui en Allemagne et même en RDA par certains secteurs de *Neues Forum*. Il ne faudra pas négliger cette dimension européenne, au moment où les militaires vont combiner les achats de F18 avec les «missions humanitaires» en Namibie et ailleurs pour faire passer la pillule. ■

J.-M. Dolivo: Je n'épiloguerai pas

«L'Europe sociale»:

Une Europe néo-libérale

par Laszlo Carreidas

Avec la question de l'Europe dite sociale, directement liée à celle de la libre circulation des personnes¹, nous entrons dans un des domaines où l'Espace Unique Européen — c'est-à-dire la Communauté Européenne de 1993 — est volontairement laissé dans la pénombre. «*La dimension sociale du grand marché intérieur apparaît comme une pièce rapportée à un dispositif conçu dans une autre logique, purement libérale, où la «main invisible», en facilitant l'allocation optimale de capital, est censée promouvoir le bien-être de tous*», écrit à ce sujet Bernard Cassen dans le *Monde Diplomatique*².

Le projet inconsistant de l'Europe sociale

Même les écrits officiels de la Commission de la CE (c'est-à-dire du secrétariat permanent du Conseil qui, lui, est à la fois le «pouvoir» exécutif et législatif) font état de cette non-prise en compte de la question sociale dans la perspective de 1993. L'une de ces publications, intitulée emphatiquement «Un espace social européen à l'horizon 1992» annonce la couleur explicitement: «*On l'a noté, les dispositions du traité (Traité de Rome, ndr) à caractère contraignant, même complétées par l'Acte Unique Européen, sont limitées dans le domaine social. Rares sont celles qui peuvent être adoptées à la majorité qualifiée au sein du Conseil. Mais les dispositions à caractère incitatif sont ambiguës*»³.

Des socialistes français, présentés par les médias helvétiques comme les paladins du social, aux conservateurs britanniques, décrits comme les champions du conservatisme, tous les gouvernements sont d'accord sur un point fondamental: il faut légiférer le moins possible sur la question sociale, afin de ne pas restreindre la marge de manœuvre du patronat par une harmonisation des normes. Une fois ce premier principe admis, des divergences divisent les classes dominantes et les gouvernements des Douze sur la définition de ce minimum. Elles traduisent, en réalité, des rapports de forces sociaux et syndicaux différents dans chaque pays et, aussi, des réserves ainsi qu'une structure économique diversifiée.

Certains, à la tête desquels se trouvent le gros de la classe dominante et le gouvernement britanniques, s'opposent à toute ébauche de politique sociale allant au-delà de l'énonciation de quelques principes vagues et élé-

mentaires. La Dame de fer n'a-t-elle pas affirmé péremptoirement: «*Nous n'avons pas besoin de nouveaux règlements qui augmentent les coûts de l'emploi et qui rendent le marché européen du travail moins simple et moins concurrentiel face aux fournisseurs étrangers*»? Cette déclaration n'est aucunement un simple coup de gueule. Elle s'inscrit dans la perspective politique toujours défendue par les conservateurs britanniques qui réduisent toute politique sociale à la croissance économique que favoriserait spontanément le libéralisme⁴. D'autres, comme le patronat et le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, sont dans une position contradictoire. Ils ne sont pas plus enclins à développer les acquis sociaux, mais ils supportent des dépenses sociales lourdes comparativement aux onze frères ennemis (financement du système d'apprentissage, temps de travail des plus courts d'Europe, cogestion, etc.). Ces concessions sociales ne peuvent être remises en cause parce que, d'une part, elles sont défendues par un mouvement syndical fort et manifestant une volonté défensive et, d'autre part, elles font partie intégrante de la stabilité sociale et politique du pays. Dans ce cadre, certaines «ouvertures» du patronat allemand en matière sociale peuvent laisser supposer qu'il souhaite faire peser des charges similaires sur ses concurrents de la CE. D'autres, comme le gouvernement français, veulent définir un «socle» de droits sociaux fondamentaux, il faudrait plutôt dire élémentaires. Mais pour la Communauté, il semble que cela soit déjà presque trop. Cette position se reflète dans le projet de Charte sociale communautaire qui va être soumis début décembre à l'exécutif de la CE. D'autres enfin, comme

"L'EUROSOCIAL"?
VOUS VOYEZ ÇA AVEC MA SECRÉTAIRE.



les représentants de l'Italie, préfèrent vraisemblablement ne pas participer trop ouvertement à ce débat, craignant les répercussions sur le plan interne, sur l'équilibre gouvernemental fragile.

Quant à l'Union des industriels de la CE (UNICE), qui est la coordination des associations patronales nationales des Douze, sa vision de l'espace social est certainement la plus déterminée politiquement et donc la plus forte dans le contexte actuel. Elle se bat pour le *statu quo*, en défendant systématiquement le principe de subsidiarité, introduit par le socialiste Jacques Delors dans l'avant-projet de Charte sociale communautaire. La subsidiarité signifie: ne jamais traiter au niveau communautaire ce qui peut l'être au niveau national, sectoriel ou de l'entreprise. En des termes moins technocratiques, on aurait pu nommer cela le principe de la plus grande atomisation possible des cadres de négociations avec les salariés. Une stratégie bien connue en Suisse. De ce fait, l'UNICE se moque de savoir si l'Europe sociale va être formalisée dans une Charte ou non, si l'on ergote sur le social ou non. Ce qui l'intéresse, c'est uniquement de faire prévaloir le principe de la subsidiarité, peu importe sous quelle forme.

Si on lit la presse patronale ou, plus généralement, la presse économique helvétique, c'est exactement cette position qui est défendue. Invariablement. A ce sujet, le *Journal des Associations patronales* s'exprime clairement. En substance, on peut résumer ainsi la position: un alignement vers le haut des garanties sociales serait insupportable pour les pays de l'Europe du Sud qui ont un gros retard économique à combler, mais il serait aussi fort dommageable à la CE toute entière, à l'heure de la confrontation à la

concurrence des nouveaux pays industrialisés, notamment le Sud-Est asiatique.

Conclusion: il faut «régler les problèmes par accord entre les partenaires sociaux, au niveau de l'entreprise elle-même.» Que l'Europe fasse donc comme la Suisse! Ceci revient à ne définir au niveau étatique que «les exigences légales minimales et laisser aux partenaires sociaux le soin de régler les détails.» Les détails recourent ici l'essentiel!⁵ La convergence entre ces propos du patronat helvétique et ceux du patronat et des gouvernements des Douze est bien réelle.

La Charte sociale communautaire: de la verroterie

Ces considérations nous permettent de mieux comprendre ce que signifie le projet de Charte sociale communautaire, qui sera peut-être accepté par l'exécutif des Douze au début du mois de décembre 1989.

En novembre 1988, la Commission de la CE a demandé au Conseil économique et social son avis quant à une Charte sociale communautaire. Celui-ci, plus néo-libéral que les néo-libéraux, s'est prononcé en février 1989 contre l'élaboration d'un tel document⁶. Il paraît que le Traité de Rome contient déjà l'essentiel en la matière... Trois mois après, la Commission a sorti un avant-projet de Charte, devenu entre-temps projet. Il porte sur 12 points que nous n'allons pas détailler ici, ce projet étant encore aujourd'hui en pleine phase de modification⁷.

Précisons simplement que ce projet de Charte «défend» le strict minimum en la matière: elle entérine le dualisme social au lieu de poser le problème du droit au travail pour

tous; elle intègre des limitations sévères au droit de grève; elle reste totalement floue en matière des droits de «participation» des travailleurs; elle laisse les travailleurs et les travailleuses âgés partiellement aux mains de l'assistance; elle ne propose rien en substance pour la formation et l'insertion des handicapés...

Comme le déclare son préambule, la Charte est une déclaration qui ne saurait engager quoi que ce soit sur le plan législatif ou contractuel pour les Etats membres. C'est une simple liste de propositions générales. Les gouvernements respectifs feront ce que bon leur plaira. Le Parlement européen n'est même pas consulté sur cette affaire, bien qu'il ait décidé de donner quand même son avis! Pour montrer combien ils sont respectueux de la démocratie, les ministres des Douze ont décidé toutefois de demander au président du parlement de signer la Charte au moment où eux-mêmes y apposeront leur signature et bien que le parlement n'ait pas été consulté⁸. Problème cornélien: au nom de qui le président va-t-il la signer?

Débats sur «l'Europe sociale»: la société dans les coulisses

La diversité des coûts de la main-d'œuvre, des conditions de travail et des conditions de vie dans la Communauté n'a plus besoin d'être démontrée⁹. Un problème majeur se pose dès que l'on prend en compte: le haut niveau de chômage dans la CE (18 millions de chômeurs, dont 41% de moins de 25 ans); les nombreuses poches de sous-développement régional pour lesquelles la situation tend à empirer; les 45 millions de pauvres que recense officiellement la Commission de la CE et les 30 millions de ressortissants souffrant d'un handicap qui empêchent leur pleine intégration officielle¹⁰; les revendications pour la diminution du temps de travail que mettent en avant la plupart des syndicats des Douze; le besoin majeur de formation professionnelle et permanente qu'induit l'introduction des dites nouvelles technologies qui induisent aussi, parallèlement, des déqualifications. Derrière le thème de l'Europe sociale surgit donc immédiatement un épouvantail pour le patronat et ses représentants: l'ampleur des dépenses qui risqueraient d'être en jeu si le statu quo et le principe de subsidiarité devaient laisser la place à une harmonisation vers le haut. L'ampleur devient des plus paniquantes pour tout détenteur de capital dès lors qu'il entrevoit le risque d'une récession, dans un futur plus ou moins proche, et dès lors qu'il mesure les conséquences d'une rationalisation de branches économiques entières au niveau des Douze. Cet argument suffit à lui seul à expliquer la «prudence» radine et malade des patronats et des gouvernements communautaires en matière d'Europe sociale. Ils pensent, et de leur point de vue ils n'ont pas tort, marcher sur la

corde raide. D'autant plus si l'on tient compte des trois faits suivants:

- l'économie capitaliste européenne vit en pleine période d'expansion depuis quelque huit ans, ce qui ne modère pas les revendications syndicales;

- pour des raisons de stabilité politique, la Communauté ne peut se permettre de laisser s'étendre, trop rapidement, un dualisme social par rapport au marché du travail et à la société en général;

- l'importance des mouvements sociaux dans les pays ex-de l'Est exerce une pression à double tranchant sur la marge de manœuvre des bourgeoisies des Douze en matière d'affrontement possible avec des mouvements revendicatifs sur grande échelle.

La situation de la Suisse

L'alignement du patronat helvétique sur les positions de l'UNICE est parfait, même si sur des détails il y a quelques différences.

Il ne s'agit pas pour nous d'examiner la situation de la Suisse face à l'Europe sociale en termes de classement des avantages et des désavantages de la Confédération face à la Communauté ou *vice versa*. Ici, le temps de travail hebdomadaire est en moyenne plus long que là-bas; l'âge de la retraite et la durée des vacances payées sont globalement semblables dans les deux cas; ici la sécurité sociale est à l'âge de la pierre comparativement aux Douze, mais le niveau général de richesse relative estompe en grande partie cette différence; les offensives pour la flexibilité des modes de travail (travail de nuit, de week-end et nocturne) sont aussi importantes dans les deux cas; ici une couche importante de la population est sans droits politiques et les clandestins sont nombreux, là-bas les travailleurs sans protection sociale, intégrés à une économie souterraine, au noir, sont légion.

Ainsi affirmer, comme le fait l'Union syndicale suisse, que «sur le terrain social notre pays est extrêmement en retard», nous paraît partiellement indiscutable, mais partiellement ce n'est que de la rhétorique de façade. L'USS n'en est pas à cela près. Elle qui n'ose même pas combattre le statut de saisonnier et qui, donc, porte sa responsabilité dans ce retard social.

Toutefois comparer des situations nationales pour essayer de comprendre, de savoir ce qui est «mieux» socialement ne nous paraît pas pouvoir se faire en mettant côte-à-côte des lois, des contrats collectifs, et des règlements divers. Cette manière de faire doit être modulée par des considérations sur les rapports de forces politiques et syndicaux et sur les traditions de collaboration de classe existant dans chaque pays, comme par l'importance des violations systématiques des normes en vigueur et par les retombées indirectes du niveau général de richesse.

En raisonnant de la sorte, il nous semble aléatoire de dire si la Suisse

est plus avancée ou plus attardée que ne le sont les Douze en terme d'«espace social». Par contre, nous pouvons être certains que les arguments préconisant l'entrée dans la CE à partir du fait que les salariés helvétiques auraient tout à gagner en la matière sont peu sérieux. De même, ceux qui se prévalent du bien-être social helvétique pour refuser de le remettre en question en entrant dans la Communauté font preuve de manque de discernement. La question est, ici, des plus équivoques.

Le manque de perspectives syndicales

Cet automne il y a eu, entre autres, une manifestation à Bruxelles. Elle rassemblait 17.000 personnes provenant de divers pays de la Communauté, demandant l'accélération du processus de mise en place de l'Europe sociale, d'une véritable Europe sociale. Le mouvement était toutefois sans grandes perspectives précises. Depuis janvier, un processus de concertations tripartites (autorités publiques, patronat, syndicats) nommé groupe de pilotage s'est mis en place. Il va se réunir semestriellement pour discuter du chômage, de la formation scolaire et professionnelle, de réglementations diverses, etc., au niveau de la CE. C'est modeste, comme l'affirme l'organe de la FOBB, mais contrairement à ce qu'affirme le journal en question, cela n'a rien d'historique¹¹, c'est plutôt très, très modeste. Enfin, mentionnons que la Conférence européenne des syndicats (CES) a rendu public des lignes directrices pour une Charte européenne, version syndicale. Globalement, elle ne semble pas différer beaucoup de celle de la communauté et les points a priori les plus intéressants sont formulés très vaguement¹². Pas très attrayant.

Parallèlement, les organisations membres de la Conférence européenne des syndicats — les syndicats de l'Association européenne de libre échange (AELE), Union syndicale suisse comprise, en font également partie — font, à l'image de leurs patrons respectifs, de la surenchère euro-nationaliste contre les Etats-Unis et surtout le Japon. A ce sujet, les fadaïses chauvines que publie l'hebdomadaire de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie, *La Lutte Syndicale*, sont aussi fréquentes dans la presse syndicale suisse qu'européenne en général. «En outre, chacun sait que l'échec (de la construction de la CE, ndr) serait synonyme d'envahissement des marchés européens par les grandes puissances économiques d'Est et d'Ouest. Sans parler de la disparition, à terme, du continent européen en tant que force, identité culturelle et civilisation»¹³, peut-on lire dans cet hebdomadaire.

Pas de contre-propositions en matière de politique à l'égard des travailleurs du tiers monde, pas de contre-propositions relativement à la question des liens avec les salariés des

Etats-Unis, du Japon et des autres pays riches dans le contexte de la construction européenne, pas de cahiers clairs de revendications assortis de propositions concrètes au niveau européen général. La CES semble momentanément dans l'impasse. Un momentanément qui semble durer...

Se référant à cette situation, *Agorà*, le journal des Colonies libres italiennes en Suisse, pose le problème le plus grave que les salariés de la Communauté et de l'AELE aient à affronter aujourd'hui: «De la part des syndicats européens, le discours revendicatif plutôt large coule tranquillement, mais ce sont les stratégies qui sont carentes et faibles. Des indications sur la façon d'obtenir ces revendications ne sont pas avancées.»¹⁴

Si l'on tient compte de l'inanité de l'Espace social européen, du manque de perspectives au niveau de la CES, du fait que l'USS suit le Conseil fédéral comme un gentil toutou par rapport à la CE, on comprend alors pourquoi le Conseil fédéral ne se préoccupe même pas de la question de la Charte sociale communautaire et pourquoi la question sociale ne saurait être un obstacle à l'entrée de la Suisse dans la Communauté, du point de vue du grand patronat. ■

1. Cf. *La Brèche*, n° 440; voir également les n° 430 à 439.

2. «Le social à la remorque de l'Acte Unique», Bernard Cassen, *Le Monde Diplomatique*, décembre 1988.

3. Document publié par la Commission des Communautés Européennes, Patrick Venturini, *Un espace social européen à l'horizon 1992 Bruxelles-Luxembourg* 1988 n° 67.

4. *Le Monde Diplomatique*, article cité; «Le débat social dans la Communauté Economique», *Journal des Associations Patronales*, 17 août 1989.

5. *Journal des Associations Patronales*, article cité; Jean-Pierre Bonny, «Unsere Sozialpartnerschaft», *Journal des Associations Patronales*, 19 octobre 1989; «Mutations structurelles dans le monde du travail», *Journal des Associations Patronales*, 21 septembre 1989.

6. Communautés Européennes, 22^e rapport général sur l'activité des Communautés Européennes, 1988, Bruxelles-Luxembourg, pp. 221-222.

7. Cf. «Charte communautaire des droits sociaux au menu du sommet de Madrid», *Journal de Genève*, 27 juin 1989; «Charte sociale, la Commission Européenne adopte son projet», *Europolitique*, 30 septembre 1989; «Le projet de la Commission sera fortement amendé», *Europolitique*, 21 octobre 1989; «Débat de la Commission sur le programme de mise en œuvre», *Europolitique*, 15 novembre 1989.

8. «Charte sociale: une résolution combative du Parlement européen», *Europolitique*, 11 novembre 1989.

9. Nous renvoyons pour cela à l'article intitulé «1993: riches contre pauvres?», *La Brèche*, n° 431.

10. S'il est clair que chômeurs, pauvres et handicapés sont trois réalités qui connaissent des intersections, on ne peut toutefois pas réduire ces groupes à l'un des trois.

11. «Dialogue social européen, modeste et historique», journal *FOBB*, 31 janvier 1989.

12. «USS, pour une politique sociale communautaire dans l'Europe de 1992», *Les Services Publics*, 25 mai 1989.

13. Alain Dupraz, «Un formidable big-bang économique», *La Lutte Syndicale*, 19 octobre 1989; voir également Niccolò d'Acquino, «Divisi nella lotta», *Il Mondo*, 2 octobre 1989.

14. Elio Giancotti, «Sperenze e illusioni», *Agorà*, 21 juin 1989.

Entreprises de nettoyage:

La jungle

«**D**es moutons noirs, il y en a partout»: Max Bunkhofer, président de l'Association suisse des entreprises de nettoyage se défend contre la mauvaise réputation de la branche en matière de conditions de travail¹.

La preuve que tout n'est pas si noir? Il se bat pour la généralisation d'un Code d'honneur, régissant les relations entre employeurs et employés, et qui engage, par exemple, les patrons à «verser des indemnités pour les heures supplémentaires ou le travail de nuit, à payer les salaires régulièrement, et avec un décompte détaillé».

Que de tels droits, se hissant à peine au-dessus de l'arbitraire absolu, puissent relever d'un «Code d'honneur», suggère le niveau réel des conditions de travail dans la branche. D'autant plus qu'à ce jour, seules 230 des quelque 2200 entreprises du secteur ont signé ce Code.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule limite au paternalisme peu coûteux de Max Bunkhofer: convention collective nationale, sans parler de représentation syndicale, n'entrent pas dans ses vus.

Les quelques conventions qui existent au niveau régional sont des plus restreintes. Par exemple un treizième salaire, même partiel, est exclu. Surtout, les patrons refusent d'étendre ces contrats collectifs aux employés à temps partiel, qui représentent... l'immense majorité des salariés du secteur.

«Nous ne sommes pas des institutions de bienfaisance»

«Dans le secteur du nettoyage règne la loi de la jungle, et personne n'a de contrôle sur les conditions de travail». Voilà un constat d'un fonctionnaire qui semble donc plus près de la réalité. Entre 1975 et 1986, le nombre des entreprises de nettoyage a doublé en Suisse. Une évolution qui s'explique par la croissance importante dans le secteur du bâtiment, mais surtout par le fait que de plus en plus d'entreprises renoncent à leur propre service de nettoyage, pour faire appel aux services — moins coûteux — des entreprises spécialisées. Comment celles-ci peuvent-elles être moins coûteuses? Voici quelques exemples éloquentes.

Christel Butz est propriétaire de la plus importante des entreprises de nettoyage de Suisse centrale. Dès ses premières paroles, elle annonce la couleur: «Ne parlez donc pas d'institut de nettoyage, dit-elle à l'autre bout du téléphone, cela sonne comme institution de bienfaisance. Nous sommes toutes des entreprises orientées vers le profit».

Christel Butz emploie 240 personnes, dont seulement 20 travaillent à plein temps. La grande majorité sont des femmes, immigrées (plus de 90% des salariées de la branche à Zurich ou Genève), qui font ce travail à côté de leur ménage, ou comme second emploi, travaillant le soir, tôt le matin ou

durant le week-end. Elles gagnent très peu, mais comme l'explique cette nettoyeuse italienne, «nous avons besoin de cet argent. Pour l'auto. Pour les enfants qui coûtent cher». En d'autres termes, les bas salaires pratiqués dans diverses branches (mais aussi les loyers et les cotisations d'assurances-maladie qui ne cessent de grimper) obligent de nombreuses personnes à chercher un revenu complémentaire; les entreprises de nettoyage profitent de cette situation pour engager ces salariés en difficulté financière à des conditions défiant toute concurrence... vers le bas.

Ainsi en va-t-il du salaire. Chez Christel Butz, il est «en fonction de la prestation». Les personnes «travaillieuses» peuvent espérer 15 francs de l'heure. Quant aux autres, où se situe la limite inférieure? Motus et bouche cousue. Il est par contre public que les clients paient 36 francs l'heure de nettoyage!

Nettoyer de 4 à 6 heures du mat!

Or un tel exemple n'est de loin pas le pire. Une annonce parue en Suisse centrale proposait un travail pour 30 francs par soirée. Il était précisé que «la durée du travail dépend de votre rythme de travail». On ne saurait mieux dire! L'entreprise de nettoyage chargée du home pour personnes âgées et de l'hôpital de Altersheim paie son personnel 12 francs de

l'heure. Dans le canton de Vaud, les syndicats ont également dénoncé au cours des dernières années la privatisation des services de nettoyages des services hospitaliers, qui a conduit à des baisses de salaire et des détériorations des prestations sociales. Le travail au noir est par ailleurs très répandu dans la branche, et il est peu probable qu'il soit régi par un quelconque code d'honneur. De plus, aux bas salaires, s'ajoutent les horaires souvent impossibles: tôt le matin, tard le soir, le week end. L'ouverture prolongée des magasins à Lucerne a ainsi eu pour conséquence qu'une entreprise cherche des personnes pour travailler de 4 à 6 heures du matin dans le centre commercial de la gare.

Mais qu'allons nous voir là du mal? L'inimitable Max Bunkhofer y découvre au contraire la fonction sociale des entreprises de nettoyage: «Parmi les personnes que nous employons, beaucoup souffrent d'isolement et de solitude. (...) Si leurs soirs de libre, elles peuvent aller nettoyer, plutôt que de rester dans un local à tourner en rond, les dangers de l'alcoolisme et de criminalité sont aussi moins grands». Qui oserait prétendre que les entreprises de nettoyage ne sont pas des institutions de bienfaisance? ■

J-F. M.

1. Cet article utilise des informations données dans le reportage de Kathrin Spring paru dans *Weltwoche* du 2 novembre 1989.

Stephan Schmidheiny, Fritz Leutwiler et la démocratie:

Au-dessus d'eux, il n'y a qu'eux!

9 novembre dernier: Stephan Schmidheiny s'exprime devant la Société zurichoise d'économie politique. Il chante les louanges de la démocratie directe, qui permet de voter sur tout. La nuance s'insinue cependant aussitôt: il pourrait être dangereux d'abuser de ce privilège, par exemple... au sujet de l'armée. «Peut-on raisonnablement considérer comme légitime que des citoyens s'engagent sur un chemin pouvant déboucher sur l'abandon de l'essence même de notre Etat?»¹ La question rhétorique resta sans réponse; l'engagement de Stephan Schmidheiny pour l'armée parlait de lui-même.

Mi-avril 1989, Stephan Schmidheiny répand la bonne parole devant la Chambre de commerce latino-américaine, réunie à Berne. Il exprime beaucoup de compré-

hension pour le modèle du Chili, qui allie dictature et économie de marché. La réussite économique de ce pays le convainc. Bien sûr, une telle combinaison serait difficilement acceptable en Suisse. Mais la stabilité politique reste la condition pour gagner la confiance des investisseurs.

Si l'on résume, on obtient: oui à la dictature, si elle est nécessaire au bon fonctionnement de l'économie de marché. L'armée est un pilier de «l'essence même de notre Etat». Quant à la démocratie, elle «est magnifique» bien sûr, mais mieux vaut ne l'appliquer que là où c'est possible, et, là encore, seulement dans la mesure de ce qui est «légitime». Un démocratie à géométrie variable, aux grés des intérêts de Stephan...

Avec son ami Stephan Schmidheiny, Fritz Leutwiler ne partage pas que son fidèle soutien à l'apartheid. Il est

aussi, par exemple, le président du Conseil d'administration de BBC; BBC où Stephan détient quelque 20% des voix parmi les actionnaires. Leurs conceptions de la démocratie ne manquent pas non plus de similitude.

Peter Lehner, administrateur de la caisse de pension de la Ville de Zurich, vient d'en faire l'expérience. A la tête d'un capital de 4,5 milliards de francs, investi dans des valeurs «sûres», il est un gros actionnaire de la BBC. Récemment, il téléphone pour demander des renseignements complémentaires au sujet du rapport d'activité de l'entreprise. Une affaire de vente de terrain, dont il aimerait connaître les tenants et aboutissants. La réponse ne tarda pas, sous la forme d'une lettre de Fritz Leutwiler adressée au supérieur de Peter Lehner, le Conseiller municipal Willy Ktng: «Nous nous demandons tous, d'ou

Monsieur Lehner tire la légitimité de son assurance arrogante».

Qu'une caisse de pension veuille mettre une partie de ses fonds à disposition de BBC: soit. Mais qu'elle demande des comptes, voire qu'elle souhaite pouvoir dire son mot quelle arrogance!

Stephan Schmidheiny se demandait s'il était bien raisonnable que toutes les questions puissent être posées dans notre démocratie directe. Fritz Leutwiler répond sans sourcilier que toutes les questions d'un actionnaire ne sont pas légitimes, loin de là. A moins, sans doute, qu'elles ne viennent de Stephan... L'arrogance du pouvoir réside précisément dans le fait qu'il ne doit pas se légitimer. De ce côté-ci du mur, comme de l'autre.

1. *Weltwoche*, 16 novembre 1989.

Phase de définition

Après Berlin, Leipzig... Prague. En RDA comme en Tchécoslovaquie, les régimes bureaucratiques sont directement mis en cause par un vaste mouvement de masse, dans la rue, les «centres culturels»... et les usines. Les pièces d'un puzzle dessiné après la Seconde Guerre mondiale sont redistribuées, sans que les traits d'un nouveau dessin soient encore fixés. Les forces sociales, économiques, politiques dans ces pays — mais aussi à l'Ouest — cherchent précisément, selon leurs intérêts, à tracer une première esquisse qui devrait guider le laborieux ordonnancement de fragments bougeant à une vitesse inattendue. Il est raisonnable de penser que les plans présentés par les directions «réformées» des PC et leurs nouveaux «alliés» ou par les gouvernements occidentaux se révéleront des ébauches devant être fortement retouchées. C'est une longue période de crise sociale qui s'ouvre... avec un débat politique et de société «européanisé», dans lequel des grandes options vont se redéfinir. Elles ne se confineront pas dans les seuls cadres offerts par la social-démocratie ou les forces néo-libérales, quand bien même ces courants occupent une place de choix.

Dans ce numéro de *La Brèche*, nous présentons une série de documents consacrés à la RDA. Nous nous efforcerons de faire de même pour la Tchécoslovaquie, dans les prochains numéros. Par définition, dans de telles conjonctures, les «sursauts de l'histoire» rendent assez vite caduques les considérants qui collent par trop à l'actualité. Les documents publiés n'échappent pas complètement à ce sort. Mais, ils révèlent les préoccupations de courants politiques qui sont en train de forger leur identité.

Après la première vague de manifestations massives, le mouvement reprend son souffle, en

RDA. Les rassemblements de Leipzig, le lundi, continuent. Les revendications centrales restent celles des élections effectivement libres, de la suppression de l'article 1 de la Constitution instaurant le «rôle dirigeant» du parti, du pluralisme politique, de la liberté et de la possibilité matérielle de publier une presse indépendante... Les débats sur la maîtrise que la société doit se donner sur l'avenir économique, social, écologique, culturel se multiplient en RDA. En ce sens, se confirme la richesse de réflexion issue de la rencontre entre un vaste mouvement démocratique s'affrontant aux institutions du pouvoir bureaucratique et une culture socio-politique véhiculée par l'histoire de ce pays.

Néanmoins, ce serait faire preuve d'angélisme que de sous-estimer les forces qui n'ont strictement aucun intérêt à ce que se développe un mouvement de masse démocratique ne se limitant pas à une «débureaucratisation», mais cherchant à faire converger revendications démocratiques politiques avec un contrôle direct sur les grands choix de sociaux-économiques-écologiques. Rudolf Bahro, auteur en 1977 de *L'Alternative*, emprisonné durant deux ans, puis exilé en RFA à la fin 1979, affirme à juste titre: «*Le problème de fond pour la RDA est de savoir si la société est en mesure de contrôler, par une politique démocratique, sa production économique. En ce sens, la RFA n'est qu'une pseudo-démocratie pour la simple raison qu'une fusion entre Daimler-Benz et Messerschmidt-Boelkow-Blum détermine davantage son avenir que les débats au Bundestag.*»

Or, une coalition, étrange à première vue, peut se constituer entre des réformateurs du SED et de grands industriels de RFA. Les premiers chercheraient, au travers d'une ample «coopération économique», à répondre à la crise accélérée de l'écono-

mie est-allemande et, ainsi, à endiguer la pression populaire revendicative. Parallèlement, au moyen d'une coalition avec des partis ayant leur grand frère en RFA, ils tenteraient un recyclage politique et social. Les seconds lorgnent vers les marchés: celui de RDA, mais aussi ceux du COMECON et de l'Ouest, la RDA avec ses bas coûts salariaux pouvant être une plate-forme productive dans ces deux directions. Certes, le patronat ouest-allemand veut quelques assurances «techniques»... et des crédits assurés de l'Ouest! Mais, ils n'ont pas de raison de penser que Modrow et ses alliés ne répondront pas positivement à leurs attentes. C'est une certaine stabilisation de la situation sociale et politique qui les intéresse au premier chef. Ils espèrent que les futures élections indiqueront la température et les rapports de forces entre les formations politiques de l'actuel «bloc national», la social-démocratie et les autres courants d'opposition.

Face à ces forces, l'opposition active (de Neues Forum à la Gauche unie, ou à des courants dans le SED) est loin d'avoir défini, à l'étape présente, des réponses permettant de fournir une alternative crédible à ce qui se concoctent en «hauts lieux» à l'Est et à l'Ouest. Ces réponses ne doivent pas exclure la coopération économique avec l'Ouest, mais en discuter les conditions et le cadre. Et ouvrir aussi le chapitre des rapports Est-Est (RDA-Tchécoslovaquie, par exemple).

Pour l'heure, les principales forces de l'opposition prennent leurs marques, préparent leur congrès, définissent leur orientation. Si de la part de ceux qui se revendiquent effectivement d'un socialisme démocratique des propositions politiques et économiques assez concrètes et crédibles ne sont pas avancées dans les mois à venir, le relais avec les travailleurs s'établira plus difficilement. Et de nombreux périls vont menacer cette révolution démocratique qui décolle.— Réd.

Un mark de RFA contre 14 marks de RDA?

Le marché ou la loi du plus fort

«Seuls un essor des exportations de la RDA vers l'Ouest et un mark de RDA convertible procureront les devises dont les habitants de ce pays ont besoin pour leurs voyages à l'Ouest.»

• Ceux qui proposent ce type de réforme, notons-le d'emblée, sont ceux d'en haut. On la trouve dans *Der Morgen* du 2 novembre 1989, organe du Parti libéral-démocratique de RDA (LDPD): «*Pourquoi notre dur labeur ne procure-t-il qu'une monnaie faible?*». On la retrouve dans un interview donné par Heinz Warzecha, directeur du combinat¹ de machine-outils «7 octobre» de Berlin, à la *Berliner-Zeitung* de RDA. Et la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 3 novembre 1989, grand journal financier de RFA, la répète dans un entretien avec Gernot Schneider, ancien expert éco-

nomique de RDA.

• Tous ceux qui avancent de telles «réformes» ne cachent pas que leurs effets seront «douloureux» pour la majorité de la population de RDA. Par exemple: dévaluation de toute l'épargne de RDA, chômage. Heinz Warzecha admet que «*l'échelle des salaires doit... évoluer avec l'introduction du rendement. Nous devons peu à peu élever sensiblement la stimulation morale et la prévoyance vieillesse des travailleurs qualifiés.*»

• Un aspect manque totalement dans toutes ces évaluations: que fait-on des milliards de marks de RDA — qui sont tout de même des milliards d'heures de travail social — gaspillés dans ce pays à nourrir des centaines de milliers de bureaucrates et policiers inutiles, à entretenir les privilèges et le luxe d'une minorité sur le dos de la majorité, à financer leurs Volvo et

autres voitures occidentales au lieu d'améliorer les trains et les transports publics de RDA, à investir des sommes énormes dans l'armement au lieu de les consacrer à l'industrie, de biens de consommation avant tout?

C'est en premier lieu dans tous ces domaines qu'il faut exiger un «redressement de la productivité» de la RDA, car tous sont des faux frais de l'économie est-allemande payés par le travail de toute la société.

• Tous ceux qui parlent de réformes taisent toute critique du marché et du mark. On affuble le Marché d'une majuscule, comme le grand Miracle — qui n'est en fait que le pouvoir du plus fort (en allemand: «Markt = Macht der Stärkeren»). Mais en Pologne et en Hongrie, plus le marché s'est introduit, plus le chômage et la misère se sont accrues. Comparer la RDA à la seule RFA (qui

compte tout de même deux millions de chômeurs et cent mille sans logis) est une comparaison boiteuse car la RFA est la seconde puissance impérialiste du monde et connaît actuellement une phase de boom économique. Les proportions seraient plus correctes en comparant à la Grande-Bretagne, avec ses trois millions de chômeurs et ses cent mille sans logement dans le seul Grand Londres.

• A cela s'ajoute le fait que, dans le commerce inter-allemand, la RFA agit en position de monopole face à une RDA plus faible. Il en résulte un échange inégal, comme on le connaît entre pays impérialistes et pays du tiers monde. Ce n'est pas un échange fondé sur une heure de travail contre une autre, mais une heure de travail à l'Ouest contre une heure de travail de l'Est. Les combinats de RDA veulent importer des super *chips* (circuits in-

tégrés) mais ne peuvent offrir en échange «que» des vélos... Des millions de gens, en RDA, veulent des marks de RFA pour acheter à l'Ouest, mais seuls quelques centaines de milliers d'habitants de RFA veulent des marks de RDA pour faire un voyage.

Le marché se charge donc de fournir une monnaie et des produits occidentaux chers contre des produits et un mark de RDA «à bas prix». Cet échange est actuellement évalué à un mark de RFA pour 14 marks (au

minimum) de RDA — une véritable insolence politique et humaine quand on pense à la dépense de travail humain accumulée dans les produits, les services et donc dans le mark de RDA. Mais c'est ce marché qui dicte l'insolence de ses prix.

• Une alternative à la planification bureaucratique et centralisée du «socialisme réel» ne peut donc pas conserver ce pouvoir centralisé en cherchant quelques mécanismes de marché pour en amortir les effets. Une véritable alternative implique: décen-

traliser le pouvoir, établir un contrôle de la population sur le plan, économiser les milliards de dépenses inutiles de l'Etat, du parti, des organes de police et de l'armée et engager, de manière contrôlée et décidée par les travailleurs et leurs délégués élus (et révocables), une ouverture au marché mondial dans les seuls domaines où cela est nécessaire et consciemment voulu.

• Si l'on se «contentait» de réduire au salaire moyen de RDA les revenus des quelques 300.000 bureaucrates,

directeurs, hauts officiers, etc. de ce pays, on épargnerait déjà quelques 50 milliards de marks RDA par an, soit à un taux de change de 1 contre 10, cinq milliards de marks de RFA. Les dix millions de citoyens de RDA qui voyagent à l'Ouest trouveraient là chacun cinq cent marks RFA par an pour leurs voyages! ■

Winfried Wolf

1. Kombinat: ensemble industriel nationalisé en RDA.

RDA-Environnement

Pollution réellement existante

La RDA fait partie du petit groupe des grands pays industrialisés du monde. De tous les pays du Comecon, il est celui dont le niveau industriel et technologique, au-delà de ses spécificités, est le plus proche de celui des puissances occidentales. Ses gouvernements se sont vantés des «records» de production industrielle, auxquels tout a été sacrifié, en particulier le respect de l'environnement. Une étude, pour la première fois publiée¹, du Ministère de l'environnement de Berlin-Est révèle l'ampleur effarante de la pollution de l'environnement en RDA. Ceci explique la réaction de tous les courants politiques d'opposition, y compris de larges secteurs du SED, en faveur de mesures drastiques au plan écologique.

Une grande partie de la RDA est constituée du bassin de l'Elbe, qui, venant de Tchécoslovaquie, traverse le pays du sud-est au nord-ouest sur une longueur de 566 km. Dresde, Leipzig, Halle, Dessau et Magdebourg bordent l'Elbe ou ses affluents, et le grand fleuve finit par quitter la RDA quelques kilomètres seulement en amont de Hambourg qui hérite du tout et peut en faire depuis de nombreuses années le déprimant inventaire.

Selon la direction des eaux de Magdebourg, la RDA déverse chaque année dans l'Elbe des dizaines de milliers de tonnes de déchets toxiques, cyanures, nitrates, hydrocarbures et les réputés toxiques hydrocarbures chlorés. La charge polluante du fleuve en métaux lourds dépasse de 90 fois les normes d'eau potable de la CEE pour ce qui est du cadmium, et de 250 fois pour ce qui est du mercure. Cette charge en métaux lourds est multipliée par 5 de la frontière tchèque à la frontière ouest-allemande, tandis que la charge en substances organiques engraisantes (qui favorisent la prolifération des algues) est multipliée par 4. Selon le Ministère de

l'environnement est-allemand, l'eau de l'Elbe à la sortie de la RDA a des caractéristiques telles qu'elles la rendent inutilisable pour la boisson, la baignade et la pêche, et utilisable comme eau de refroidissement seulement sous réserves. Aux approches de Hambourg où elle s'élargit, l'Elbe se couvre de poissons crevés chaque fois que le beau temps et les basses eaux diminuent encore le taux d'oxygène de l'eau. Selon le Ministère de l'environnement du Land ouest-allemand de Basse-Saxe, la contamination par les métaux lourds apportée par l'Elbe s'étend jusqu'à l'île de Scharhörn dans la mer du nord, à 230 km de la frontière est-allemande.

D'où viennent toutes ces saloperies? De l'usine de cellulose et soie de synthèse de Pima-Heidenau, du combinat d'engrais azotés de Piesteritz, de la fabrique d'explosifs de Schönbeck, des usines chimiques de Leuna qui produisent des carburants et des solvants et déversent chaque jour dans la Saale 480 kg de phénol par un déversoir puant situé au km 302 de cet affluent de l'Elbe. La puanteur est celle du phénol qui s'évapore. Or le phénol respiré attaque les reins et le foie. Ou encore du combinat chimique de Bitterfeld, au nord de Leipzig, qui emploie 20.000 personnes, produit des pesticides et la moitié du chlore est-allemand, cette matière première fondamentale de l'industrie chimique.

Selon le Ministère est-allemand, cette usine déverse chaque jour 120.000 m³ de déchets toxiques dans la rivière Mulde, dont par année 3,5 tonnes de mercure. A Bitterfeld la nappe phréatique est devenue inutilisable et l'espérance de vie est plus basse de 5 ans pour les hommes, de 8 ans pour les femmes, que dans le district voisin de Halle. L'usine de Bitterfeld n'a pas de station centrale d'épuration des eaux.

Cette lacune est fréquente en RDA.

Les stations d'épuration des eaux usées urbaines également sont vieilles et délabrées, et beaucoup de quartiers, en particulier anciens, n'y sont pas raccordés. La station d'épuration des eaux de Dresde est hors service depuis 2 ans pour «travaux de reconstruction». La contamination bactérienne et virale de la rivière est terrible.

Les pilotes d'épuration en RDA. Ainsi en ont décidé en juillet dernier les deux Ministres de l'environnement, Klaus Töpfer pour la RFA et Hans Reichelt pour la RDA, arrivés à un accord pour la première fois depuis 10 ans. Le Ministère de l'environnement de Basse-Saxe injecte 50 millions de DM, en particulier pour réduire le rejet de mercure du combinat de Bitterfeld de 3,5 tonnes/an à 0,2 tonne/



Pollution 365 jours sur 365: transformation de la lignite

La RDA a engagé de 1981 à 1985 un plan d'assainissement de 360 millions de marks est-allemands. Selon ce rapport du Ministère de l'environnement est-allemand, ce plan n'a pas produit d'améliorations sensibles.

Aujourd'hui, ce sont les autorités ouest-allemandes qui organisent, si l'on peut dire, les mesures d'urgence pour la protection de l'environnement en RDA: le Ministère fédéral ouest-allemand de l'environnement a recensé 180 stations d'épuration des eaux est-allemandes à construire ou assainir, pour un coût total de 30 milliards de marks. Il va contribuer pour 300 millions de DM à 6 projets

an. La ville de Hambourg a offert la semaine passée 3,35 millions de DM à la ville de Dresde pour contribuer à l'épuration de ses eaux.

Toute cette aide, qui a aussi l'avantage d'offrir des marchés aux entreprises spécialisées ouest-allemandes, n'empêche pas la RFA d'utiliser les vastes dépôts de déchets à bon marché offerts démocratiquement et à bas prix par la RDA. Il y a dans les questions de l'environnement de quoi construire l'unité du mouvement écologique radical à l'est et à l'ouest. — Réd. La Brèche.

1. Voir Der Spiegel, n° 46, 1989.

«Ils craignent de perdre le pouvoir»

La gigantesque fête du mur de Berlin le 11 novembre n'empêche pas les questions politiques essentielles de rester d'une actualité brûlante en RDA. Ces questions sont examinées dans cet entretien* réalisé à Berlin-Est le 30 octobre avec Tom Sellow, militant de l'opposition.

■ **Quel jugement portes-tu sur la politique d'«ouverture» de la direction du SED, depuis le départ d'Honecker?**

Tom Sellow — Mon sentiment personnel est qu'ils se foutent de nos gueules à 100%. Il s'agit d'abord de consolider leur pouvoir de bureaucratie. En raison des derniers mouvements d'opposition populaire, ils craignent de le perdre. Beaucoup de monde pense que ceux qui aujourd'hui se présentent comme des réformateurs, comme ceux qui ont voulu mener le dialogue dès la première heure, sont responsables de l'état actuel et de l'oppression de la population. Concrètement, par exemple, ce personnage, Krenz, a assumé la responsabilité de la fraude électorale, a salué l'écrasement sanglant du mouvement démocratique en Chine. Bien évidemment, tout cela n'est pas crédible. Je ne pense pas que des corrections, comme une nouvelle loi sur la liberté de voyager par exemple, modifieront cette méfiance.

■ **A Dresde, le «Groupe des vingt» a été reconnu par le maire comme partenaire de dialogue officiel, en quelque sorte. Comment apprécies-tu cela?**

T. Sellow — Pour moi, la reconnaissance du «Groupe des vingt» comme représentant officiel de la population constitue un énorme pas en avant. C'est justement cette décision que le SED avait bien du mal à prendre. Pendant toute une période, il s'y est opposé, mais il ne pouvait plus s'y refuser sous la pression de la population. Les dirigeants politiques actuels en RDA, en la personne du SED, n'entreprennent de réformes que sous la pression de la population et non de leur plein gré.

■ **Tu vises la couche dirigeante de la bureaucratie. Mais est-ce que tu t'attends à des frictions au sein du SED?**

T. Sellow — Ces frictions existent bien sûr. Et se sont même renforcées depuis plusieurs semaines. Des adhérents du SED démissionnent aussi bien que des syndicalistes quittent le FDGB (Syndicat officiel). Cela est une chose. Mais, de l'autre côté, cette histoire de privilèges ne concerne pas que le sommet de la bureaucratie. Il y en a à tous les niveaux. Appareil administratif et de sécurité compris. Il faut admettre que la couche de gens privilégiés dans ce pays est relative-



ment large.

■ **L'opposition en RDA est devenue un mouvement de masse. Dans toute la République, les manifestations ne s'arrêtent pas, avec comme centre la région de Leipzig et Dresde. Comment cela s'explique-t-il?**

T. Sellow — Ce fait remet les choses à leur juste place. La concentration de l'opposition à Berlin ne reflétait pas la réalité sociale. La résistance à Leipzig, Dresde et Karl-Marx-Stadt est la résistance des centres industriels... donc des ouvriers. Dans ces régions, les contradictions sont les plus criantes, c'est là qu'il y a le plus de problèmes d'environnement et d'approvisionnement. Sur-tout à Dresde, les moyens de transport sont insuffisants. Le manque d'investissements se sent tous les jours. La plus grande partie du revenu national est produite dans ces régions, mais les investissements ne s'y font que dans une petite mesure. Berlin, en revanche, est considéré comme la vitrine du pays. Beaucoup de travailleurs, dans le bâtiment en particulier, sont envoyés à Berlin. Ils ont mis le paquet en ce qui concerne la construction de logements, de bâtiments publics, avec des monuments représentatifs complètement dingues. Parallèlement, le délabrement des immeubles à Leipzig, Dresde et d'autres villes plus petites avance à grand pas. La différence de niveau de vie, comparée à Berlin, contribue largement à la résistance. Je ne parle pas que du nombre de manifestants. Les revendications même sont plus radicales. On avance le mot d'ordre: «Le SED doit abandonner son pouvoir.»

■ **On entend souvent les gens se plaindre de l'inefficacité de l'économie. Comme solution, on évoque deux propositions liées entre elles: primo, augmenter le «rendement» des travailleurs et des travailleuses par des stimulants au niveau de l'entreprise, et secundo, introduire le marché. Qu'en penses-tu?**

T. Sellow — Les exigences d'un rendement accru, telles que la direction de l'Etat et du parti les avancent, sont bien sûr justifiées de leur point de

vue mais pas du point de vue de la population. Je vois dans mon entreprise qu'il existe une contestation massive, verbalement au moins, de cette exigence. Concrètement, on refuse la demande d'un plus grand effort de la part de ceux et celles qui travaillent. Inversement, nous exigeons plus de résultats de la part de la direction et de l'administration. C'est à ce niveau qu'une réduction d'effectifs doit s'appliquer. Voilà le point de départ. Ce n'est pas plus d'exploitation des travailleurs qui, pendant quarante-deux ans, eux, étaient les seuls à bosser. Je pense que ce point de vue est largement partagé.

■ **Et les réformes qui visent à introduire une économie de marché?**

T. Sellow — C'est un problème. Le socialisme dans ce pays a été discrédité par la bureaucratie, par le stalinisme. Une partie de la population en a tiré par conséquent comme conclusion qu'une société à économie planifiée ne peut pas progresser et qu'il est nécessaire de passer à une économie de marché. De plus, nous avons l'expérience de la RFA sous les yeux. L'exemple d'un pays industrialisé capitaliste qui marche très bien. On oublie les conditions économiques sur le plan mondial. Nous comparons notre niveau de vie à celui très élevé de la population en RFA ou en Suède. D'un autre côté, en comparant avec d'autres pays de l'Est, il y a relativement peu d'illusions sur la société capitaliste. La conscience qu'un retour en arrière à une économie de marché n'est pas un remède universel à la situation actuelle résulte quand même de notre situation particulière et de notre histoire. Une grande partie de la population, et surtout des groupes oppositionnels, refusent ce retour en arrière et cherchent une voie vers un véritable socialisme.

■ **En RFA et ailleurs, depuis des mois, une campagne est mise en œuvre pour proclamer la «fin du socialisme» ou la «fin du communisme». Qu'en penses-tu?**

T. Sellow — Je comprends très bien pourquoi les médias et les hommes politiques de la bourgeoisie

mènent cette campagne. Cela est dans leur intérêt. Ils n'ont pas trop de problème à faire partager cette idée. Le stalinisme en Europe de l'Est leur a préparé le terrain. Je comprends déjà moins, voire pas du tout, que les forces de gauche en RFA ou à l'Ouest tout court considèrent encore les sociétés de l'Europe de l'Est comme quelque chose qui ressemble peut-être au socialisme.

Je profite de cette interview pour insister, pour que vous compreniez enfin: les sociétés existantes à l'Est n'ont rien à voir, mais alors rien du tout, avec le socialisme:

■ **A l'égard du mouvement oppositionnel en RDA, quelles sont les tâches de la gauche à l'Ouest?**

T. Sellow — Les tâches ne sont pas fondamentalement différentes de celles à l'égard des luttes dans d'autres pays capitalistes et dans le tiers monde. Concrètement, il faut arriver à une collaboration internationale, à une coordination internationale des masses exploitées et de leurs organisations, syndicats, mouvements et partis. Cela prend encore plus d'importance en vue du développement du marché unique européen, qui ne concerne pas que les pays de l'Europe de l'Ouest, mais également les pays de l'Europe de l'Est. La tendance va être de faire de ceux-ci des pays de main-d'œuvre bon marché et une grande poubelle de l'Europe de l'Ouest. L'intérêt des capitalistes est parfaitement clair.

Les pays de l'Est présentent de nouveaux marchés immenses. Le capital se moque des conditions dans lesquelles il peut réaliser son intérêt. Qu'il pousse la population à l'Est sur la voie du sous-développement ou vers une société capitaliste, que les gens vivent sous une dictature bureaucratique ou pas... cela n'a pas grande importance pour lui.

La consolidation du marché unique européen se fera en collaboration avec les maîtres d'Europe de l'Est, les bureaucrates. Ces derniers pensent à leurs intérêts, au maintien de leur pouvoir. C'est ainsi qu'il faut comprendre les réformes de Gorbatchev et les réformes des partis staliniens en Hongrie et en Pologne.

A cette coopération internationale du capital et des bureaucrates, les salarié(e)s et leurs organisations doivent opposer leur coopération internationale. C'est la seule chance de freiner — le mieux serait d'empêcher — ce processus. Notre but doit être de conserver nos droits acquis et d'en conquérir d'autres, non seulement dans le pays, mais également sur le plan international. ■

* Cet entretien a été conduit par le correspondant de *Sozialistische Zeitung (SOZ)*, organe «frère» de *La Brèche* en RFA.

«Nous organiser nous-mêmes»

Achim, ouvrier dans une entreprise d'Etat de charbon industriel de 2700 personnes, fait partie du groupe de travailleurs de différentes entreprises et métiers qui ont lancé l'appel pour la création de syndicats indépendants.

■ Tu as co-rédigé l'appel pour la création de syndicats libres. Quelle est ton opinion sur le rôle que joue le FDGB (Syndicat officiel) en RDA? Simple courroie de transmission du parti? Ou bien défend-il, ne serait-ce que partiellement, les intérêts de la classe ouvrière?

Achim — Le FDGB joue un rôle, certes; celui d'un grand service social. Il gère tout le système de sécurité sociale (vieillesse, maladie, allocations familiales...). La construction et la gestion de logements sociaux pour les ouvriers, c'est lui. Les voyages organisés pour pouvoir partir en été, c'est lui. C'est pour ces fonctions que le syndicat est reconnu et que les travailleurs se tournent vers lui.

Mais pour ce qui est de nos intérêts: nos salaires, nos conditions de travail en général, et en particulier dans chaque entreprise, je dis sans hésitation que ce syndicat n'en est pas un. Nos salaires sont fixés par des conventions collectives au niveau national pour ce qui est du cadre général, par entreprise pour ce qui est du détail. Elles sont, je n'ose pas dire, négociées entre l'Etat, donc le parti, et le FDGB. Jamais, mais jamais, je n'ai entendu que le syndicat ait poussé dans notre sens. Il enregistre ce que l'Etat veut bien nous donner, un point c'est tout. Dans mon entreprise, les conditions de travail sont particulièrement pénibles. Beaucoup de bruit, émission de matières nocives, températures élevées. Le syndicat s'en fout. C'est un chef d'atelier qui a découvert que la direction de l'entreprise ne nous payait pas le salaire légal, et non pas le syndicat.

■ De quelle manière le FDGB est-il structuré? Vous n'avez pas la possibilité d'élire des personnes qui ont votre confiance?

Achim — Les délégués syndicaux (Vertrauensleute) sont élus dans leurs unités et leurs bridages de travail. Théoriquement, il est possible d'élire des collègues qui ont notre confiance et qui osent ouvrir leur gueule. Mais en pratique, peu de monde veut se présenter aux élections. Il faut pousser les gens.

Quoi d'étonnant, quand on sait que les possibilités de ces délégués se limitent au droit de râler. Mais les permanents syndicaux dans l'entreprise sont envoyés d'en haut, et l'élection du bureau syndical se fait sur la base d'une liste imposée. Le dernier permanent syndical dans mon entreprise sortait directement de l'école du parti.

■ Il paraît que, malgré tout, le taux d'organisation syndicale est extrêmement élevé en RDA.

Achim — C'est juste. Il doit tourner autour de 98%. Ce ne sont pas des adhésions pour des raisons militantes, mais pour les motifs que j'ai évoqués plus haut. Tu ne peux pas passer à côté du syndicat. Il est mal vu, en plus, de ne pas se syndiquer. Très souvent, c'est l'adhésion obligée quand tu entres dans une entreprise. De la main gauche tu signes ton contrat de travail, de la droite le bulletin d'adhésion.

■ Mis à part la caisse de retraite, de maladie, etc., par quoi sont financées les autres œuvres sociales que gère le syndicat?

Achim — Par des subventions d'Etat, d'une part, des cotisations, de l'autre.

■ Dans votre appel, vous dites que le FDGB n'a jamais demandé une réduction du temps de travail? Quel est le temps de travail hebdomadaire en RDA?

Achim — Comme je le disais déjà, le FDGB n'a jamais mobilisé sur aucun problème. Le temps de travail normal est encore de 43h45 en RDA. Il y a douze ans, sur l'initiative du gouvernement, une loi a été votée pour la réduction par étape à quarante heures. En commençant par les travailleurs en équipes et les femmes avec enfants. Depuis, on n'en a plus entendu parler. Pour ce qui est des congés payés, nous nous sommes fait arnaquer par le gouvernement il y a onze ans. En réglant la durée du congé annuel nationalement, il annulait les congés supplémentaires acquis sur la base des conventions d'entreprises. Il y a eu zéro réaction de la part du syndicat. Aujourd'hui, avec l'émigration massive vers la RFA, la nouvelle tonalité est «vous ne pensez pas que nous puissions réduire le temps de travail avec ce manque de main-d'œuvre.»

Il est vrai aussi que les travailleurs ne poussent pas massivement à une mobilisation pour une réduction de la durée du travail. Une étude récente a montré que, sur les 8h45 par jour, le travail effectif est de cinq heures seulement. Les gens se disent qu'il vaut mieux travailler molo que d'augmenter l'intensité du travail. Le problème est similaire pour les salaires. En gros, tu arrives à satisfaire tes besoins élémentaires, le bistrot du soir y compris. Pour tout ce qui va au-delà, les produits de consommation qui ne sont pas absolument nécessaires notamment, c'est tellement cher, ça paraît tellement hors de portée que ce n'est pas une augmentation de salaire de quelques pour cent qui rendra cela accessible.

■ Votre appel apparemment n'est pas la première tentative d'aller dans

le sens de la création de syndicats indépendants. Qu'en sais-tu? Est-ce que tu as l'impression qu'une partie significative des travailleurs comprend cette nécessité?

Achim — Par le biais de la feuille périodique *Telegraph*, éditée par la Umweltsbibliothek, et oralement, nous avons eu écho de plusieurs tentatives en ce sens. Malheureusement, le monopole absolu du parti sur tout ce qui est moyen d'information ne nous permet pas d'y voir clair. J'ai essayé d'aller voir le contact qui était donné dans *Telegraph*. L'ouvrier en question avait été muté en Bulgarie à grande vitesse! Cela montre bien que nous touchons un point sensible du système.

Pour le reste, nous verrons. Nous comprenons notre groupe comme un groupe d'initiative qui veut provoquer des discussions sur l'indépendance nécessaire d'un syndicat et qui cherche le contact avec d'autres groupes de travailleurs qui veulent rompre avec la politique actuelle du FDGB. Au niveau des entreprises, l'organisation de la contestation du système est restée en arrière de la mobilisation politique.

■ Penses-tu pouvoir compter, ne

serait-ce que sur des noyaux de travailleurs, qui voient cette nécessité?

Achim — Absolument. Il s'agit maintenant de trouver le contact, car nous n'avons pas de structures horizontales qui nous permettent de nous trouver. Jusqu'alors, notre société entière était dominée par la peur. Dans la rue, nous avons pu nous libérer de ce carcan.

Nous sommes devenus confiants en notre force. Dans les usines, pour l'instant, ce n'est pas encore pareil, parce que tu es repérable comme individu et il en va de ton poste de travail. Beaucoup de monde attend l'amorçage initial.

■ A propos de la peur, j'étais parfois sidéré par votre attitude complètement insouciance à l'égard de toute surveillance. C'est comme si toute précaution est considérée comme un retour en arrière.

Achim — Ce que je sais, c'est que pendant des moments comme celui-ci, le courage est nécessaire. Aujourd'hui, l'histoire se fait chez nous, à l'Est. Nous vivons une chance historique qu'il faut à tout prix saisir. Jamais je ne me pardonnerais de passer à côté. C'est un moment que j'attends depuis vingt ans. ■

Initiative pour un syndicat indépendant

Cet appel a été diffusé à 10.000 exemplaires pendant la manifestation du 4 novembre à Berlin. Il a été lu pendant le rassemblement de clôture par l'écrivain Heiner Müller qui accepta d'y consacrer son temps de parole.

Collègues

«Qu'a fait le FDGB pour nous en quarante ans? Est-ce qu'il a posé le problème d'une réduction du temps de travail comme revendication permanente à la direction de l'entreprise? Pourquoi n'a-t-il pas mobilisé avec nous pour la semaine de quarante heures?»

Est-ce qu'il a fait en sorte que nos salaires soient indexés sur l'inflation cachée. Pourquoi n'y a-t-il pas de négociation permanente sur l'augmentation des salaires?

Où sont les fonctionnaires du FDGB quand apparaissent de nouvelles cadences dans l'entreprise? Sont-ils de notre côté? Est-ce qu'ils empêchent la mise en place de nouvelles normes avant qu'il y ait une garantie de salaires y correspondant?

Comment le FDGB peut-il tolérer que, en moyenne, nous ayons dix jours de congés payés de moins que nos collègues de l'Ouest?

Est-ce que le FDGB a revendiqué l'abaissement de l'âge de la retraite?

Est-ce que nous avons déjà vu la direction syndicale d'entreprise, dans

notre intérêt, ne pas accepter le plan d'Etat? Est-ce que, de manière générale, nous avons déjà vu le syndicat imposer des choses pour nous, contre l'Etat et contre le parti?

Quarante ans sans véritable défense de nos intérêts, c'est assez! Nous ne devons plus nous laisser organiser, même par de «nouveaux hommes». Nous devons nous organiser nous-mêmes. Les prochaines années ne seront pas de la tarte. Ils veulent nous serrer les boulons. Les prix vont augmenter, mais pas nos salaires. Quand les subventions sont supprimées cela a des conséquences pour nous. L'Etat exige plus de rendement, bientôt il nous menacera de licenciement.

Nous avons besoin de représentants qui agissent dans notre intérêt, sinon notre niveau de vie baissera.

— Organisez des assemblées générales et demandez des comptes à la direction syndicale de l'entreprise.

— Elisez des collègues parmi nous comme porte-parole.

— Demandez à ces collègues de porter vos revendications devant la direction d'entreprise.

— Solidarisez-vous avec ces collègues s'ils ont des problèmes!

— Publiez les résultats de vos actions, c'est un moyen de protection devant les repréailles.

— Cherchez le contact avec des collègues dans d'autres entreprises.

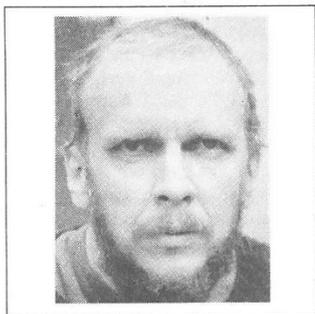
— Créez des syndicats indépendants! ■

Cinq personnalités est-allemandes répondent

Faut-il réunifier les deux Etats allemands?

L'hebdomadaire ouest-allemand *Stern* (n° 47 du 13-22 novembre 1989) a posé trois questions à des personnalités est-allemandes:

1. Bonn devrait-elle reconnaître maintenant la citoyenneté propre de la RDA?

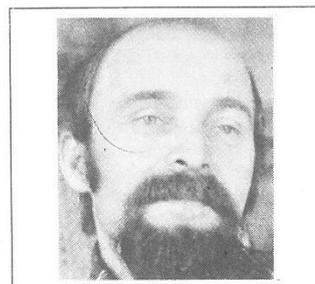


Reinhardt Schult, membre fondateur de Neues Forum

«Comme je suis partisan de deux Etats, je suis évidemment pour la reconnaissance de la citoyenneté de la RDA par l'Allemagne fédérale. Mais je ne considère pas cette question comme urgente pour l'instant. Une telle décision n'arrêtera pas le flux de réfugiés vers l'Ouest.

Nous ne voulons pas être annexés comme nouveau *Land* de l'Allemagne fédérale. Nous voulons réaliser ici les transformations qui s'imposent. Je trouve donc tout ce bavardage sur la réunification énervant au possible. Les Allemands, qui ont provoqué deux guerres mondiales, devraient enfin s'accommoder des frontières de l'après-guerre.

La crise de la RDA est avant tout d'ordre politique. Elle ne peut être résolue qu'ici. Si l'Ouest se met à faire de riches prêts à ce pays, cela ne fera que stabiliser l'ancien système de domination et entraver un réel processus de réformes.»



Reiner Eppelmann, pasteur, groupe «Le nouveau démocratique»

«Je doute que la reconnaissance de

la citoyenneté de la RDA soit une revendication décisive des citoyens de RDA. Je sais seulement que ceux qui gouvernent notre pays l'ont toujours exigé pour confirmer leur image. Je n'ai pas vu une seule affiche avec cette revendication dans la grande manifestation de l'Alexanderplatz (le 4 novembre).

Ce n'est pas un problème d'actualité. Une démarche allemande solitaire pour l'unification des Etats ne ferait que rendre plus difficile la solution européenne souhaitée. Le pire serait si, en voulant s'efforcer d'étendre les libertés et la démocratie dans une partie de l'Allemagne, on réveillait la crainte des Européens face aux Allemands. Ce serait quasi mortel pour nous et pour l'Europe.

Crier sur la Place du marché n'aide certainement pas beaucoup. Les conseils devant les caméras de télévision pas davantage. Et nous solliciter avec un gros sac d'argent et un «faites-en quelque chose» n'est pas non plus ce que nous souhaitons aujourd'hui. Il n'est pas correct que Monsieur Kohl dise: si vous faites des réformes, nous vous soutiendrons. De tels propos ne sont pas très «honnêtes». L'unique possibilité est d'appuyer prudemment le processus de réformes, y compris par une collaboration économique au profit des deux Etats, comme par exemple en matière écologique.»



Ulrike Poppe, mouvement «Démocratie maintenant»

«Je crois que la reconnaissance de la citoyenneté n'est pas d'actualité et ne contribue pas à résoudre les problèmes du moment. Si Bonn introduisait l'obligation d'un visa pour les citoyens de RDA, les réfugiés devraient

2. Etes-vous pour la réunification des deux Etats allemands?

3. Comment Bonn peut-elle aider maintenant la RDA?

Voici les réponses de représentants de cinq courants politiques en RDA.

être traités comme des demandeurs d'asile. Ceci conduirait à de douteuses procédures de sélection. Avec la possibilité d'accepter les candidats politiquement ou économiquement utiles en repoussant les autres. La vague de réfugiés ne peut être freinée que par une autre politique en RDA. Plus tard, la reconnaissance de la citoyenneté pourrait être un aspect de la normalisation.

Nous avons aujourd'hui la chance historique, après 40 ans de dictature, de pouvoir décider nous-mêmes de notre avenir. J'espère que nous parviendrons à développer une alternative à la société occidentale de consommation.

Dans cette optique, il n'y a aucune raison de favoriser un modèle d'unité des deux Etats.

La meilleure aide serait d'être réservé. Ceci n'exclut pas des contacts étroits et une collaboration intelligente.»



Angelika Barbe, Parti social-démocrate (de RDA)

«Ce n'est pas une revendication à l'ordre du jour. Nous pensons en effet qu'il faut d'abord obtenir une légitimation du parlement et du gouvernement par des élections libres.

Pour l'avenir, il faudra tester les possibilités de parvenir à une unité. 40 ans d'évolution différente dans les deux Etats allemands sont simplement trop longs pour pouvoir déjà répondre à cette question.

Nous ne le voyons réellement que dans le cadre d'un futur ordre pacifique européen.

Ce qui est certain, c'est qu'on ne peut accélérer le processus de démocratisation de l'extérieur. C'est à nous de le faire. Nous espérons que la

motivation des gens à rester ici va stimuler de nouvelles initiatives. Alors bien des choses qui ne l'étaient pas jusqu'ici seront à nouveau possibles.

Nous aurons bien sûr besoin d'argent pour cela. Notamment pour la protection de l'environnement et les technologies écologiques. Ce point doit être traité à la table de négociations. Mais il ne doit pas être soumis à des conditions politiques.»



Kurt Nier, porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, SED

«Que signifie reconnaissance? La citoyenneté existe par la loi. Il ne s'agit que de respecter cette citoyenneté de la part de la RFA. La question est dépassée. Chaque Etat a ses citoyens et seul cet Etat a l'obligation de les protéger.

Ce débat me fait du souci car je l'estime dangereux. L'existence de deux Etats allemands, la RDA et la RFA, est une réalité historique à laquelle — entre autres — l'Europe doit la paix depuis 40 ans. C'est un aspect de la stabilité et de la sécurité en Europe auquel on ne doit pas renoncer.

Il en sera encore ainsi dans la construction de la future maison européenne. D'ailleurs, nous ne sommes pas les seuls à avoir cette opinion.

Quant à savoir ce qu'il faut entendre par aide, il s'agit pour nous de développer les relations, sur le plan économique en particulier. Comme elles se font couramment entre Etats souverains.

Ce serait un avantage pour les deux Etats et pour l'Europe aussi. Et cela servirait aussi au nouveau socialisme en RDA.» ■

Ce qu'ils disent

Qui est, que veut le «Neues Forum» (RDA)?

Inconnu il y a quelques semaines, le Mouvement *Neues Forum* apparaît comme l'un des principaux interlocuteurs de l'opposition en RDA. Sa demande de légalisation était encore refusée en septembre par les autorités de RDA qui le qualifiaient de groupe «hostile à l'Etat», ajoutant qu'il n'y avait «aucune nécessité sociale à une telle association». Les gigantesques manifestations de Dresde, Leipzig, Berlin etc. ont jugé de cette «nécessité sociale»... Aujourd'hui, Hans Modrow convoque *Neues Forum* à une table ronde pour discuter des élections!

Mais qui est et que veut le *Neues Forum*? Le document que nous publions ici est une circulaire de présentation datée du 1^{er} octobre 1989. Les bouleversements intervenus depuis ont certes fait évoluer les idées. Mais ce document permet de prendre connaissance de la synthèse politique effectuée par *Neues Forum* avant le début de l'accélération du mouvement de masse. Si la chute du mur de Berlin ouvre une brèche où plus d'un capitaliste entrevoit un marché, elle ouvre aussi la porte à un dialogue de société où les différences et les similitudes de quarante ans de croissance capitaliste, d'un côté, et de gestion bureaucratique, de l'autre, peuvent entrer en confrontation et permettre un échange des points de vue.

«Chères et chers amis et amis de *Neues Forum*!

Nous vous remercions pour le grand intérêt que vous avez manifesté pour *Neues Forum*. Dans toutes les couches de la société et toutes les professions, des femmes et des hommes sont prêts à s'engager de manière conséquente pour des changements et des réformes dans notre pays. Nous espérons que le dialogue social que vous souhaitez se réalisera.

Chacune et chacun de nous connaît son domaine de travail et, dans sa vie quotidienne, manifeste le courage de changer les choses. C'est pourquoi nous pensons possible de débattre de manière constructive les problèmes qui se posent pour contribuer à les résoudre. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions à nouveau vivre dans ce pays.

Nous aurons cependant besoin d'infiniment plus de temps, de tolérance et de patience que dans nos petits groupes de discussion habituels, entre amis de même opinion, avant de pouvoir définir de nouvelles orientations issues de décisions démocratiques que tous puissent assumer.

Nous nous engageons dans le *Neues Forum* parce que nous sommes soucieux de l'avenir de la RDA — nous voulons vivre et travailler ici. Nous prions ceux qui prennent une autre décision de ne pas détourner nos

efforts vers l'objectif d'un exil rapide.

La «réunification» n'est pas notre problème, car nous partons de l'existence de deux Etats allemands et nous ne voulons pas d'une société capitaliste. Ce que nous voulons, c'est changer la RDA ici.

Beaucoup de gens nous demandent comment on va continuer. Il nous faut avouer que nous ne nous étions pas attendus à ce déferlement humain (exode). Nous n'avons ni structures d'organisation, ni fonctionnaires à plein temps, ni bureaux.

Nous ne pouvons ni ne voulons préjuger des plans de réforme pour notre pays qui ne peuvent se développer que dans le cadre d'un large processus de discussion. Nous avons besoin d'un débat solidaire qui sache chercher les points d'accord sans passer les opinions divergentes sous la table.

D'autres associations s'étant formées depuis, on nous demande souvent quelle est notre attitude envers elle. Notre objectif est de constituer une large plateforme politique légale et de mettre en route le dialogue social, dont l'urgence s'impose. Personne ne doit en être exclu, qu'il ou elle soit membre du SED ou d'une autre association.

Nos prochains projets

Nous avons annoncé le *Neues Forum* le 19 septembre 1989 auprès des autorités compétentes. La presse de RDA nous a attaqués comme «plateforme hostile à l'Etat» et «cinquième colonne». La décision officielle du Ministère de l'Intérieur, restée orale, fut cependant la suivante: il n'y a aucune nécessité sociale pour une telle association!

Nous ferons usage de notre droit de recours et nous emploierons toutes les possibilités légales. Le droit constitutionnel (Art. 29) de former des associations ne doit pas être limité par «l'Ordonnance sur la fondation et les activités des associations». Nous ne voulons pas nous faire acculer ni à l'illégalité, ni au seul cadre des Eglises.

Nous projetons comme prochain pas de demander l'autorisation pour un journal. En attendant cette autorisation, nous publierons une lettre d'information qui traitera du travail du *Neues Forum* et d'autres questions politiques et publiera les résultats de travaux et les différentes propositions.

Catalogue des questions ouvertes. Economie et écologie

Nous ne sommes pas satisfaits des nombreux dysfonctionnements de notre économie. Ils menacent de paralyser notre engagement professionnel et notre intérêt pour les questions

sociales. Ces deux aspects sont évidemment complémentaires.

Notre situation économique semble pourtant plus favorable que celle d'autres pays socialistes. Ceci tient à des facteurs extérieurs et peut-être aussi à un gaspillage moins grand. Néanmoins, le retard de notre productivité du travail sur celle des pays industriels très développés, nos moyens de production dépassés et désuets, le manque de produits de première nécessité et les difficultés que rencontre la RDA à se maintenir sur le marché mondial rendent soucieux. Des changements fondamentaux dans la direction de l'économie, dont les détails sont évidemment sujets à controverse et nécessitent une évaluation raisonnée, ne peuvent être introduits que par un effort commun du gouvernement, des spécialistes et de la population.

Parmi les questions à discuter

— Quels objectifs voulons-nous fixer à notre économie et à quelles valeurs importantes doit-elle répondre?

— Quels doivent être, en conséquence, les centres de gravité pour développer notre potentiel économique?

— Comment réaliser une large participation sociale aux décisions fondamentales (comme la politique énergétique, les grands investissements) et aux décisions locales (par exemple la construction d'usines d'épuration)?

Nous avons besoin de nouveaux critères d'évaluation pour juger la portée d'une décision en fonction de ses effets sociaux (le travail en équipe, par exemple), de ses conséquences écologiques (la mort des forêts, par exemple) et de ses risques (l'accident d'une centrale nucléaire, par exemple).

— Quelles structures de la propriété sociale peuvent stimuler de manière plus efficace l'initiative personnelle et la conscience des responsabilités?

— La participation des travailleurs à la direction de l'économie est-elle suffisamment garantie? (Fonction des syndicats, droits de grève, par exemple).

— Comment promouvoir une réforme des prix et de la politique de subventions qui améliore la direction de l'économie et réduit les gaspillages sans provoquer un durcissement social?

— Comment assurer la stabilité de la valeur monétaire et éviter la confusion croissante entre prix et rendement?

— Comment réduire et supprimer une bureaucratie inutile qui fait obstacle dans le processus de production et dans celui de répartition?

— Quelles possibilités économiques et sociales ouvrent les progrès du désarmement et de la détente?

— La menace pour l'environnement (pollution de l'air, de l'eau et du sol) a pris des formes aiguës. Comment faire pour que leur résorption devienne la tâche centrale des prochaines décennies?

— Comment pouvons-nous informer de manière objective la population sur l'ampleur et les effets des différentes menaces écologiques? Dans quelle mesure sommes-nous prêts à limiter nos habitudes de consommation en faveur d'une qualité de vie pour la génération future et un environnement intact?

— Quelles dispositions prendre en matière de politique énergétique pour réduire de manière drastique le gaspillage d'énergie? Comment pouvons-nous obtenir que des recherches sérieuses soient entreprises pour proposer des alternatives à la combinaison problématique charbon + énergie nucléaire?

— Pouvons-nous introduire dans l'agriculture des méthodes d'élevage et de cultures et des dimensions d'entreprises plus favorables à l'environnement?

— Comment améliorer l'efficacité et l'attractivité des moyens de transport des biens et des personnes? Quelles leçons pouvons-nous tirer des difficultés que l'orientation unilatérale sur la voiture prépare à l'événement dans notre pays comme à l'étranger?

Culture, formation, sciences

Il est indispensable d'introduire l'indépendance et l'autonomie dans les domaines de la culture, de la pensée, de la science, de la presse et des publications et de rompre avec la formation populaire fondée sur la discipline et l'ennui. Ces domaines touchent directement chaque citoyen et devraient être ouverts à un débat public et critique. Ce débat présuppose: — l'abolition de la censure (processus d'autorisation des publications);

— la liberté d'imprimer et des possibilités de reproduire des textes;

— un contrôle public de la radio et de la télévision;

— un changement des critères d'admission et de sélection dans l'éducation, la science et la culture;

— des installations culturelles autonomes (théâtres, studios, galeries, lieux de réunion);

— le sauvetage des infrastructures urbaines et villageoises (...) et la protection des édifices de valeur historique ou culturelle.

Nos autres questions et revendications

— Comment contribuer à réédu-

dier et corriger les trous et les déformations de l'historiographie des dernières décennies?

— Comment transmettre de nouvelles connaissances aux jeunes et aux adultes?

— Comment constituer une nouvelle culture de vie communautaire?

— La science et la culture ont besoin d'échanges internationaux qui ne doivent pas être étranglés par des édits et ordonnances.

— Ne vendons aucun de nos biens culturels — n'importons aucun déchet!

Le droit et l'Etat

L'Etat n'existe que par la volonté des femmes et des hommes! Il ne doit pas être davantage qu'une association d'êtres humains qui se fixent des limites légales.

Les lois doivent exprimer les formes générales obligatoires de l'accord démocratique entre citoyens majeurs.

Est légal, ce qui se déroule sur la base de telles lois.

Nous devons provoquer un change-

ment de la vie légale et administrative de la RDA pour que cet Etat tutélaire devienne un Etat de droit. Ceci implique d'instaurer la séparation des pouvoirs et un contrôle public efficace de tous les organes de sécurité par les représentants du peuple.

Il faudra avant tout réformer le droit électoral et garantir sans restriction les droits fondamentaux pour que les gens puissent réaliser ces changements dans un cadre démocratique.

Nous sommes conscients que la transformation démocratique de la RDA doit venir d'en bas et ne peut être



tionnels à la liberté d'opinion, de réunion et d'association;

— qui renforce l'indépendance des juges, des membres des tribunaux sociaux et des avocats et interdit l'ingérence des partis politiques dans le choix et la promotion professionnelle de ces personnes.

Afin que l'activité oppositionnelle ne puisse plus être criminalisée, l'état

simplement ordonné d'en haut. Dans cette optique, nous soutenons toute modification juridique

— qui vise à empêcher la discrimination de citoyens ou de groupes qui font usage de leurs droits constitutionnels

de fait créé par les articles suivants du code pénal politique, en particulier les prétendus crimes contre l'Etat, doit être révisé et reformulé à brève échéance:

— haute trahison (Art. 96 du Code pénal)

— trahison du pays (Art. 97-100, CP)

— campagne hostile à l'Etat (Art. 106, CP)

— association hostile à la Constitution (Art. 107, CP)

— résistance à l'autorité (Art. 212, CP)

— préjudice aux activités de l'Etat ou de la société (Art. 217, CCP)

— attroupement (Art. 217, CP).

Afin de renforcer les fondements de la légalité dans l'administration de la RDA, tous les actes administratifs doivent pouvoir être soumis en justice.

En lieu et place des règlements mesquins sur les autorisations de voyage, nous exigeons une complète liberté de circulation, y compris le droit pour tout citoyen de quitter la RDA et d'y revenir.

Berlin, le 1^{er} octobre 1989»

Une lettre de Wolf Biermann

«Mon cœur s'est mis à rire, mais avec un pincement»

Wolf Biermann, né en 1936 — fils d'un docker juif de Hambourg qui sabotait les navires nazis et périt à Auschwitz — a librement choisi la nationalité est-allemande en 1953. Héritier de la tradition communiste la plus intègre, il s'affronta bientôt au pouvoir bureaucratique de Ulbricht et Honecker. Poète, chanteur, il a décrié depuis plus d'un quart de siècle le «socialisme réellement existant» (cf. en français *La harpe de barbelés*, collection 10/18 et *Ainsi soit-il et ça ira*, éd. Bourgeois). Son engagement lui a valu l'interdiction de chanter

«L'après-midi, j'ai vu l'émission en direct à la télévision est-allemande: l'avocat Gysi et Christa Wolf, Christoph Hein. Notre vieux «Nestor», le courageux Heym aux cheveux blancs. Puis ce «Sauluspaulus» de Wolf, le terrible général de la Stasi¹ redoré en combattant de la liberté, et le patron du SED de Berlin au sourire glasnostalgique. (...)

Une violente révolution sans un signe de violence. On a de la peine à comprendre que c'est une révolution car jamais révolution n'a été aussi doucement radicale. Assis devant la télévision, je me suis frotté les yeux et j'ai marmonné: ça y est! oui, c'est déjà mûr.

Mon cœur s'est mis à rire, mais avec un pincement: c'est d'eux qu'il s'agit maintenant, ils n'ont plus besoin de moi. Tu connais le vieux mal de l'exilé: il espère que ça ira mieux chez lui, mais quand tout va mieux il n'a plus rien, pas même ses vieux et bons ennemis. Et il n'a plus part à la victoire contre les vieux oppresseurs.

C'est cela que j'ai ressenti: ils n'ont, par bonheur, plus besoin de moi, mais moi, malheureusement, j'ai besoin d'eux pour mon bonheur! Ce qui me tient le plus profondément à cœur est en train de se jouer — pensais-je — et je n'ai, moi, pas le droit

d'y participer. Et voyant comme tout évoluait merveilleusement bien, je me suis senti comme un accusé condamné à la vie par contumace.

J'étais jaloux de ceux qui pouvaient parler au micro, jaloux de ceux qui pouvaient participer, applaudir et siffler sur l'Alex².

Vois-tu, Sarah, ce n'était pas la jalousie noire, comme disent les Russes, mais la jalousie blanche, indulgente. (...)

Le ciel se couvre d'appels au calme et d'apaisements. Tous les tueurs de dragons déboulinés veulent donner «une chance» au nouveau dragon Egon Krenz. Gysi tentait d'abattre Krenz. Mais cette caricature de la grand-mère aux longues dents du chaperon rouge parlait un autre langage.

A peine le peuple se met-il en mouvement que ces héros de la dernière heure sont déjà à bout de souffle, mettent en garde, hésitent et donnent des leçons sur la meilleure tactique à suivre.

Biermann, tu exagères! Je l'ai pourtant déjà chanté il y a 25 ans! Et une vieille chanson de RDA le dit aussi:

Mon vieux, ça vient de la division du travail

publiquement dès 1965, puis l'exil et la perte de la nationalité est-allemande en 1976. Le 4 novembre 1989, il s'est présenté à la frontière de Berlin-Est pour assister à la gigantesque manifestation de l'Alexanderplatz. Refus. On lit ici des extraits de la lettre qu'il a adressée le lendemain à Sarah Kirsch (également expulsée de RDA en 1977), avant l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre. Cette lettre a été publiée dans *Die Zeit*, du 17 novembre 1989. Elle éclaire un autre aspect de «l'exil intérieur» inter-allemand, dont on parle moins souvent...

Il y a ceux qui se taisent et ceux qui crient

Et si des gens comme toi avancent soudain trop vite

Les autres se mettent justement à aller un peu trop loin! (...)

«Ce crétin de Krenz doit tomber»

Pour moi, qui dit Krenz dit en clair: nous qui l'avons hissé sur le trône, nous espérons encore le sauvetage de dernière minute, nous souhaitons la chute de Gorbatchev.

Si la *perestroïka* et la *glasnost* échouent sous un putsch militaire, Krenz ne sera pas le candidat de la transition, mais la plaie vivante pour tout le prochain millénaire.

Je trouve que ce crétin de Krenz doit tomber et nous devrions le dire sans crainte. Et je chie sur mon passeport ouest-allemand.

Après la manifestation du 4 novembre à l'Alex, je ne lui donne plus quatre semaines. Il va tomber d'une manière ou d'une autre, avant même que je puisse enfin donner en RDA mon premier concert public depuis 1965.

Krenz ne peut pas arrêter l'effondrement de l'ancien régime, il l'accélère même. J'ai dit le 3 novembre à la

télévision: Krenz est l'appel devenu homme à fuir la république. Les chiffres me donnent malheureusement raison.

Notre exil inter-allemand, chère Sarah, dure bien plus longtemps qu'il ne dure. Peut-être même qu'il ne fait que commencer vraiment aujourd'hui. Je l'ai déjà exprimé dans mes vers en 1980. Lis la fin de ma chanson *A Paris*:

*... l'air de Paris dans ma valise
Je vais rentrer à la maison
De l'autre côté! en RDA
La frontière — pas de problème —
On passe, sans contrôle des passe-ports!*

*Et je serai comme ivre
Courant dans les rues familières
Où personne ne me reconnaîtra
Et personne ne se souviendra
Et plus personne n'aura besoin de moi*

*Alors j'aurai vraiment atteint le but:
Car ici commence le véritable exil.*

Tout cela, chère Sarah, était déjà clair dans ma tête en 1980. Mais maintenant. On en a le cœur qui bascule.

Ton vieil ami Wolf»

A l'assaut du ciel

par Charles-André Udry

Le 11 novembre, le Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN) lance une offensive sur la quasi totalité du territoire du Salvador¹. Il occupe de nombreux quartiers populaires de la capitale San Salvador. Le 13 novembre, dans un «Manifeste à la Nation», la direction du FMLN déclare «territoires libérés pour le peuple toutes les zones se trouvant sous notre contrôle dans les départements de Morazan, San Miguel, La Unión, Usulután, Cuscatlán, Chalatenango, San Vicente et Cabanas». Le 20 novembre, dans la capitale, la guérilla opère un «repli tactique», tout en maintenant des points d'accrochage dans les quartiers de Soyapango et Apopa. Cette organisation de la retraite indique sa maîtrise militaire dans la conduite des opérations. L'Etat-major des Forces armées salvadoriennes (FFAA) — placées sous perfusion nord-américaine à haute dose — se répand encore en rodomontades victorieuses, au moment où, le 21 novembre, le FMLN engage une nouvelle action dans les «beaux quartiers» (Escalon, San Benito). Elle est accompagnée d'attaques de diversion dans les quartiers de Soyapango, Mejicanos, Apopa. Une colonne de guérilla s'empare alors de l'hôtel Sheraton, avant de s'en retirer à la barbe... de la crème des FFAA. Des journalistes incitent quelques 12 bérets verts américains à sortir de leurs chambres, transformées à la hâte en bunker cinq étoiles. Une pantalonnade! Simultanément, le FMLN maintient sa pression militaire à San Miguel, deuxième ville du pays, et dans d'autres régions. Le 27 novembre, il harcèle à nouveau l'armée dans la capitale et multiplie ses initiatives dans divers départements.

Bombardements socialement déterminés

Durant plus de deux semaines, la preuve est administrée de la détermination, de l'audace, de la capacité de coordination et de commandement du FMLN. L'impossibilité pour les Etats-Unis et le gouvernement salvadorien de battre le FMLN, comme de le marginaliser politiquement, est établie. En outre, le gouvernement de l'ARENA (Alliance Républicaine Nationaliste) a effectué une démonstration didactique du contenu de classe de la guerre qu'il mène. «Sur les bidonvilles, les forces aériennes du gouvernement ont tiré librement contre les civils au même titre que contre la guérilla. Contre les maisons des riches (lorsque le FMLN a occupé le quartier d'Escalon), elles n'ont pas fait feu» constate, lucide, le corres-

pondant de l'impérial et conservateur hebdomadaire anglais *The Economist*.² L'envoyé du quotidien italien *La Repubblica*, observe aussi: «Evidemment, l'ordre est arrivé de ne pas bombarder un quartier habité essentiellement par la riche bourgeoisie et où se trouvent de nombreux sièges diplomatiques»³. Selon les formules choisies du vice-ministre des communications de l'ex-gouvernement démocrate-chrétien, M. Gerardo Le Chevallier: «Le gouvernement ne veut pas que la population soit informée de l'ampleur des dégâts causés par les bombardements de l'aviation. En montrant samedi une bombe de 500 livres qui n'avait pas explosé dans le 1^{er} quartier de Zacamil, la chaîne 12 a prouvé que les autorités avaient menti en affirmant que les avions ne bombardaient pas la population civile. C'est sans doute la raison de la disparition de ce journal télévisé»⁴. Des bombes au phosphore sont lancées sur les quartiers les plus populaires de San Salvador; l'eau leur est coupée. Les habitants sont l'otage, non pas du FMLN qui n'a cessé de réclamer des cessez-le-feu afin de permettre l'intervention de la Croix Rouge ou d'autres organismes, mais d'un couvre-feu de 24 heures sur 24, imposé par l'armée et le gouvernement⁵.

Suivant les conseils de ses instructeurs américains, l'armée salvadorienne a réclamé aux Etats-Unis des livraisons de gaz, innoemment qualifiés de gaz lacrymogènes par nos médias. En fait, comme au Vietnam, elle veut les utiliser pour annihiler les guérilleros et la population qui se protègent contre les bombardements et utilisent les réseaux de galeries souterraines⁶. Cette guerre contre la majorité défavorisée n'est pas nouvelle. Depuis des années, l'aviation lance des bombes sur les villages au nom de la «lutte contre la guérilla».

Cependant, malgré ce terrorisme d'Etat et l'aide gigantesque des Etats-Unis — plus de 4 milliards de dollars depuis 1979, selon des sources officielles⁷ — les forces populaires et le FMLN ont mis en échec tous les plans de l'administration américaine et de ses relais locaux; qu'ils soient démocrates-chrétiens ou membres de l'ARENA. Cela n'est possible que parce que le FMLN exprime et organise l'expérience historique de résistance de très larges secteurs de la population et traduit leurs revendications comme leurs espoirs. C'est ce que l'essentiel de notre presse ne peut ou ne veut pas comprendre. Imaginons, un seul instant, que la *contra* nicaraguayenne — qualifiée de «combattants de la liberté» — ait pu s'installer quelques heures dans un seul quartier de Managua. Des tonnes d'encre auraient coulé et des commentaires auraient envahi les ondes

pour expliquer que le gouvernement sandiniste n'avait plus aucune légitimité, que la population se soulevait, que ce «tour de force» exigeait un appui très important des habitants...

Le sens de cette offensive

Pourquoi le FMLN a-t-il lancé cette offensive? Dans son «Manifeste à la Nation», il s'en explique: «Le gouvernement a repoussé en paroles et en actes nos propositions de négociations, tout en approfondissant les causes de la guerre, en aggravant la crise sociale et en fermant les espaces d'activités des secteurs populaires.

Dans ce contexte périlleux, qui non seulement risquait de rendre impossible toute issue pacifique à la guerre, mais menaçait notre peuple par de nouvelles tueries et des violations flagrantes de ses droits démocratiques, le FMLN décida de lancer une énergique et stratégique offensive militaire qui bloque les fascistes et ouvre la possibilité de mettre fin à la guerre». Cette déclaration n'est point rhétorique. Tout d'abord, l'assassinat, le 31 octobre, de plusieurs dirigeants syndicaux traduit bien l'option politique que D'Aubuisson — maître d'ARENA et ami de Merino, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité nationale — a synthétisé ainsi à la TV: «Ici, il faut d'abord tuer 100 000 personnes et puis l'ordre reviendra». Face à la relance du mouvement revendicatif et pour la paix, face à l'activité croissante des unités urbaines civiles du FMLN, une nouvelle vague répressive contre les organisations légales se propageait. Les espaces conquis, à un prix humain élevé, depuis 1985-1986, risquaient de se fermer. Dans ce sens, la torture et l'exécution des pères jésuites, le 16 novembre, ne constituent pas une exception. Ils concrétisent une orientation qui ne s'applique pas à l'insu de Cristiani et de l'administration américaine. Après l'odieux assassinat dans la cour de la caserne de la première Brigade d'infanterie, un officier lançait au mégaphone: «*Ellacuria et les autres sont tombés; continuons à tuer des communistes*»⁸. Ensuite, le deuxième round des négociations de San José (Costa Rica), entre le FMLN et une représentation du gouvernement, mit à nu les intentions de ce dernier: «*Ils (les représentants du gouvernement) mimaient des négociations, mais en réalité ils voulaient seulement faire passer le temps. Il était évident que le gouvernement pensait que notre position était très faible et, pour cette raison, il attendait qu'à la longue on soit obligé de céder les armes*»⁹. Une initiative militaire devait donc indiquer la capacité de riposter à la terreur gouvernementale et marquer le rapport de forces.

Une fois l'offensive lancée, le 11

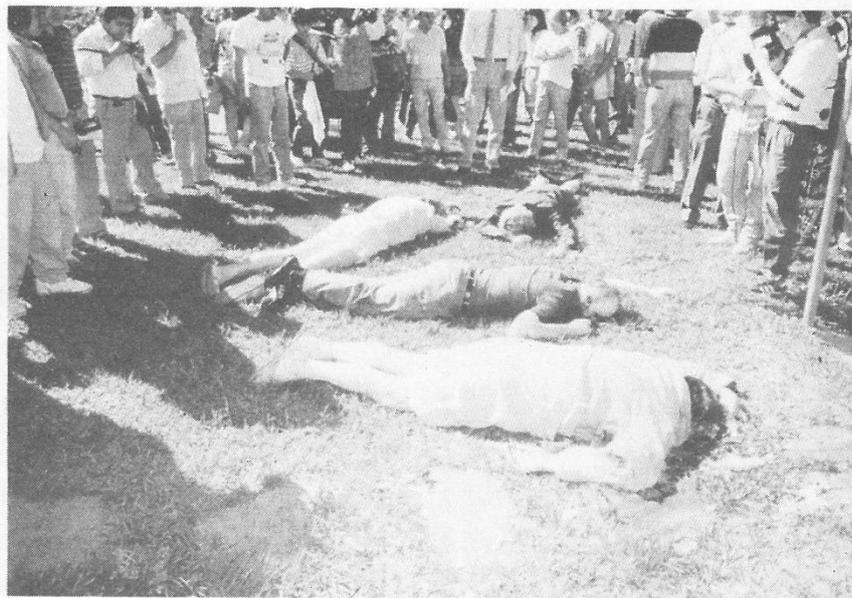
novembre, son impact a surpris non seulement l'Etat-major, Cristiani et ses conseillers américains, mais partiellement le FMLN qui, pourtant, avait inscrit une telle initiative dans ses plans depuis plusieurs mois. Divers témoignages le confirment. Nous citons l'opinion de Miguel Saenz, de la Commission politico-diplomatique du FMLN: «*Les résultats (de l'attaque) ont été au-delà de ce que nous nous attendions: notre capacité de résister, de consolider nos positions et d'avancer sur le terrain, la participation de la population à nos côtés, la désorientation de l'armée (qui pourtant a eu connaissance antérieurement de notre action). Tout cela nous conduisit à parler aujourd'hui non pas d'une offensive finale, mais de la maturation de facteurs objectifs qui s'en rapprochent. Nos replis tactiques ne doivent pas vous préoccuper. Nous n'abandonnerons plus la capitale, comme d'ailleurs les autres départements. Nous redéployerons chaque fois nos unités afin d'opérer dans les secteurs les plus divers; ceci aussi pour ranimer la population et ne pas porter un coup et puis, après, quitter la zone.*

Cet effort militaire a accéléré la consolidation d'un «consensus d'unité nationale» entre toutes les forces sociales et politiques opposées à l'actuel gouvernement. Nous ne pouvons exclure une renégociation avec ARENA, même si, depuis maintenant, elle ne peut plus être un interlocuteur privilégié, dans la mesure où elle a fait la démonstration de ne pas être capable de gouverner... Sur une question, nous ne céderons pas: celle de l'épuration de l'armée»¹⁰.

Dans l'actuelle polarisation extrême, le thème de l'épuration de l'armée fonctionne comme un élément de clivage décisif. Mais, les remarques faites par Miguel Saenz renvoient, plus généralement, à l'élaboration politique du FMLN ces dernières années. Il faut en saisir les articulations principales, pour replacer le présent combat dans le déroulement de cette géante révolution au sein d'un pays, géographiquement assimilé à un «mouchoir de poche».

Etapas dans une lutte

De 1981 à 1984, après l'échec de l'insurrection de janvier 1981, le FMLN construisit une véritable armée populaire, puisant dans une base sociale rurale et dans les secteurs ayant dû quitter les villes, sous les coups de la répression. Ce fut l'époque des vastes opérations militaires conduites par des unités de grande envergure. Pour contrer ces avancées de forces armées populaires, les Etats-Unis accordèrent une aide sans limites à l'armée salvadorienne. L'impasse de cet affrontement mili-



L'assassinat d'Ignacio Ellocuria et des amis

taire, quasi conventionnel, apparut au FMLN dès 1984. Les FFAA disposaient de ressources matérielles inépuisables grâce aux Etats-Unis. Le nombre de militants(e)s nécessaires à ce type d'effort militaire laissait le mouvement de résistance urbain encore plus démuné; il se convertissait, *de facto*, en une réserve pour les troupes régulières du FMLN. Ses aptitudes à être un protagoniste apte à conduire ses propres luttes étaient niées. L'existence de grandes unités militaires en faisait des cibles plus faciles pour une armée disposant de gros moyens aériens. Pour riposter, le FMLN devait accentuer la guerre de mouvement, ce qui épuisait les réserves matérielles et humaines. Il en découlait aussi une dégradation des rapports entre la population et le Front. Pour survivre, ses unités puisaient dans les «économies» des paysans. Les secteurs populaires, ouvertement rattachés au Front (*zones de pouvoir populaire*), devenaient une cible privilégiée de l'armée, sans que le FMLN puisse toujours leur assurer une protection efficace.

Cette situation de pat exigeait une complète réorganisation du dispositif du Front. Il dispersa au plan national ses forces, constituées dès lors en petites unités. Il élargit ainsi sa présence, tout en facilitant un travail politique et une diversification des instruments de lutte (réseau de résistance, milices, unités régulières). Le harcèlement permanent des FFAA devait les empêcher de se stabiliser. Les actions contre des objectifs économiques (sabotages, grèves des transports, etc.) devaient battre en brèche les projets contre-insurrectionnels abondamment financés par les Etats-Unis.

Dès 1986, une nouvelle combinaison de travail légal et clandestin prit son essor. Elle fut qualifiée de stratégie du pouvoir à la double face (*double cara*), qui avait pour finalité d'établir de nouvelles relations entre la guérilla et le mouvement de masse. Autre-

ment dit, il fallait trouver les modalités pour que «la population civile soit capable de s'organiser en tant que telle et non seulement en fonction des besoins des fronts guérilleros»¹¹. Il s'agissait donc de faciliter l'émergence d'organisations sociales, communautaires légales et reconnues par la population, se développant selon leurs rythmes et nécessités et pouvant converger avec le FMLN. Les conditions socio-politiques d'une redéfinition de la stratégie du FMLN commencèrent à être réunies dès 1985. Tout d'abord, par la relance du mouvement syndical; puis, après le tremblement de terre de 1986, par le décollage d'un mouvement populaire urbain et sub-urbain, incluant des milices, des commandos dans les concentrations semi-urbanisées, capables de porter de réels coups aux forces armées.

La «contre-offensive stratégique»

Après deux ans de préparation, cette réorientation fut définie, début 1989, comme une nouvelle étape: celle de la «contre-offensive stratégique»¹². Elle s'enracine dans un arrière-fond que l'on peut schématiquement décrire ainsi:

— la conjonction entre une crise sociale sans cesse plus profonde et l'impraticabilité de tous les projets réformistes, en partie à cause de l'hégémonie maintenue de l'oligarchie terrienne dans les structures militaires, juridiques de l'appareil d'Etat et gouvernementales depuis l'élection de l'ARENA; il en découle des tensions politiques au sein même des classes dominantes;

— la force accumulée sur plus de 10 ans par le mouvement populaire et son expression politique et militaire affirmée, le FMLN; ceci explique le potentiel de combativité toujours présent, malgré la «fatigue» provoquée par un conflit dont le coût humain est tragique;

— la permanence du cadre unifié des FFAA qui — tout en ne pouvant pas se renforcer qualitativement et en se heurtant à leurs limites (par exemple dans la guerre aérienne) dans leur tentative de battre le Front — peuvent prolonger leur guerre contre-insurrectionnelle grâce à l'aide américaine; la présence américaine est, dans ce sens, la clé-de-voûte de la situation politico-militaire.

Cette «contre-offensive stratégique» repose sur une hypothèse centrale particulière qui tend à relier deux options apparemment contradictoires: insurrection et solution négociée. La recherche d'une solution négociée et d'une alliance large peut se concrétiser dans la seule mesure où une insurrection (conçue comme un processus de rébellions civiles et d'explosions sociales) pourrait apparaître comme une hypothèse réalisable aux yeux d'autres acteurs sociaux et politiques (secteurs de la DC, etc.). Et, si une solution négociée gagne l'adhésion d'un large éventail social et politique, au moment où l'ARENA comme les FFAA refusent cette issue, alors la rage populaire pourrait nourrir la poussée insurrectionnelle, dont la crédibilité est confortée par la capacité d'action multiforme du FMLN. Dès le mois de juillet 1989, Roberto Rocca — un des commandants du FMLN — indiquait: «Ainsi, ont surgi de nouveaux fronts importants, qui sont décisifs pour la contre-offensive; sur le volcan de San Salvador, qui domine la capitale elle-même, toute la périphérie de la capitale, en commençant par le Nord et, actuellement, nous encerclons cette zone par une intervention de nos milices, de nos guérilleros...»¹³. On est loin d'une «action désespérée» comme l'a présentée l'ambassadeur américain, Walker.

L'initiative de novembre, au-delà de son *timing*, s'inscrit dans une orientation d'ensemble. Le gouvernement de Cristiani et les FFAA refusant toute véritable négociation, le

FMLN affirme au travers du rapport de forces qu'il impose — et qui dément pratiquement la propagande politique des FFAA et de l'ARENA — que l'issue pacifique passe: soit par une négociation directe avec lui, y compris avec la médiation d'organismes internationaux comme l'ONU ou l'OEA (Organisation des Etats américains); soit par une accentuation des affrontements, au point de stimuler la crise du bloc dominant et de l'armée. Dans ce cas de figure, le FMLN offre la perspective d'un gouvernement démocratique ample, dont l'émergence repose sur un arrêt de l'aide américaine et une épuration de l'armée.

Pour l'heure tout indique que l'affrontement militaire va dominer, avec un terrorisme d'état qui s'amplifie en direction des représentants de toutes les organisations légales et des religieux, accusés par le procureur général Mauricio Colorado, dans sa lettre au pape, d'être à l'origine de la violence «du fait de leur adhésion contestable à l'Eglise des pauvres». L'ARENA et les militaires, avec l'appui de l'administration américaine, s'engagent dans la «guerre totale» et vont, certainement, tenter de «centro-américaniser» la crise pour mieux justifier leur tentative renouvelée de porter un coup militaire décisif au FMLN et au peuple salvadorien...

Ce heurt entre deux pouvoirs — celui d'une oligarchie terrienne, dont la «paix des cimetières» tient lieu de morale et de politique et celui des masses paupérisées du Salvador, dont le FMLN traduit la volonté inflexible de libération nationale et sociale — n'est pas une «anomalie historique», dans un monde où la «liberté gagne du terrain». Au contraire, il est la traduction de la force irrépressible de la recherche de la liberté et de la souveraineté par ces «damnés de la terre» que, ici et là-bas, les défenseurs des «valeurs occidentales» préfèrent mendier et résignés, plutôt que debouts et combattants. Depuis longtemps, nous avons fait nôtre la cause de ceux qui se relèvent, ne plient pas l'échine. Nous devons amplifier la solidarité avec le combat du peuple salvadorien et du FMLN. ■

1. Voir sur la situation politique au Salvador précédent l'offensive, *La Brèche*, n° 440, 16 novembre 1989.

2. *The Economist*, 25 novembre 1989.

3. *La Repubblica*, 22 novembre 1989.

4. *Le Monde*, 24 novembre 1989.

5. *La Repubblica*, 18 novembre 1989 et *The Guardian*, 22 novembre 1989.

6. *Financial Times*, 18 novembre 1989.

7. *International Herald Tribune*, 24 novembre 1989.

8. *Le Monde*, 19-20 novembre 1989.

9. Déclaration de Mario Lopez, qui faisait partie de la commission restreinte qui négociait avec le gouvernement, à *La Stampa*, 20 novembre 1989.

10. *Il manifesto*, 22 novembre 1989.

11. *Punto Final* (Chili) 20 novembre 1989.

12. Voir à ce sujet le long document de Joaquín Villalobos, commandant du FMLN, dans *Estudios Centroamericanos (ECA)*, janvier-février 1989: «*Perspectiva de victoria y proyecto revolucionario*» pp. 11 à 51.

13. «Entrevista con el Comandante Roberto Rocca», juillet 1989, *El Salvador*, p.4.

Sur la crise du «socialisme réel»

par Michaël Löwy*

1. On ne peut pas mourir avant d'être né. Le communisme n'est pas mort pour la bonne raison qu'il n'est pas encore né. Le socialisme non plus. Ce que la droite appelle «Etats communistes» et la doctrine officielle à l'Est «socialisme réellement existant», c'est un ensemble de sociétés *post-capitalistes* qui ont aboli la propriété privée des principaux moyens de production, mais que sont encore très loin du *socialisme* — c'est-à-dire d'une société où les producteurs associés sont les maîtres du processus de production, une société fondée sur la plus large démocratie et sur l'autogestion économique et politique, une société libérée de toute exploitation et oppression de classe, d'ethnie ou de sexe.

2. Ce que la presse réactionnaire ou libérale appelle «la mort du communisme» — expression journalistique superficielle, servant à légitimer l'idéologie dominante — renvoie à un fait réel: la profonde crise des formes autoritaires et bureaucratiques de transition au socialisme, issue du modèle stalinien établi en URSS au cours des années 20 et 30. Le fabuleux mouvement démocratique de millions d'ouvriers et d'étudiants chinois et sa brutale répression militaire par le gérontocratie au pouvoir — sous la direction de ce grand ami des Etats-Unis et promoteur de la «modernisation économique» Deng-Xiao-Ping — a été une des expressions de cette crise qui se manifeste, de forme différente, dans chaque société *post-capitaliste*: défaite électorale spectaculaire du POUP polonais, crise de l'hégémonie du PSOH en Hongrie, puis son auto-dissolution et sa transformation en parti socialiste, etc. Le raidissement conservateur des régimes autoritaires de la Tchécoslovaquie et de la RDA n'a pu empêcher l'essor de mouvements démocratiques contestataires gigantesques qui en ébranlent leurs fondations. Le grotesque despotisme totalitaire d'un Ceaucescu est

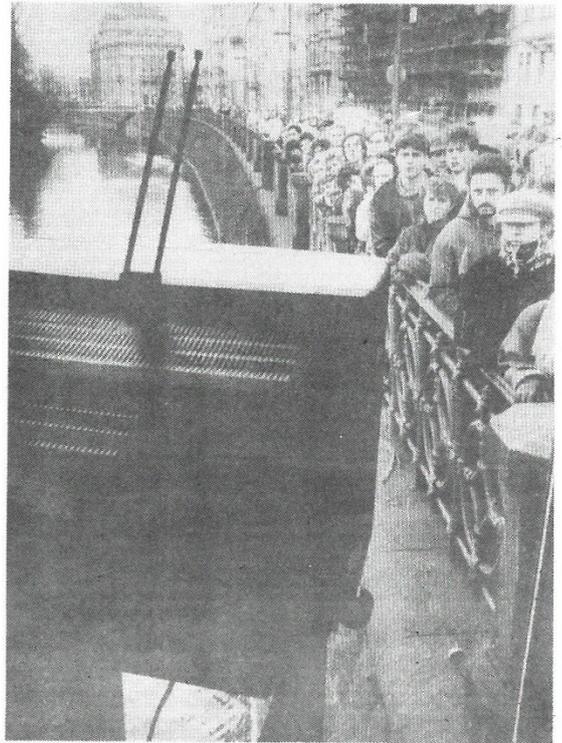
voué, tôt ou tard, à sa perte. Ce qui est moribond et voué à la mort n'est pas le «communisme», mais sa caricature bureaucratique: le monopole de pouvoir de la *nomenklatura*, la dictature sur les besoins, l'économie de commandement.

3. Cette crise se manifeste aussi en URSS: après plusieurs décades, on assiste à un vigoureux processus de démantèlement de l'héritage stalinien, dont le moteur est la dialectique entre les réformes par en haut — promues par Mikhaïl Gorbatchev et son équipe — et le mouvement démocratique par en bas: les Fronts Populaires, les clubs écologiques, socialistes et réformateurs, la mobilisation des nations périphériques, les luttes ouvrières (mineurs). La politique de réformes de la nouvelle direction soviétique (*perestroïka*) est traversée de contradictions, combinant une ouverture politique remarquable (la *glasnost*) avec des réformes économiques marchandes qui mettent en danger des acquis de la classe ouvrière, des initiatives très positives de désarmement, mais aussi une tendance à réduire substantiellement le soutien aux révolutions du tiers monde.

4. Dans la lutte politique et sociale qui se développe en URSS et dans les autres sociétés *post-capitalistes* — aussi bien au sein de la *nomenklatura* que dans la société civile — plusieurs alternatives se confrontent, dans la recherche des «voies de sortie» du modèle stalinien: a) le maintien du système politique autoritaire — i.e. de la dictature bureaucratique — combiné avec des réformes marchandes assez profondes (modèle Deng-Xiao-Ping); b) la démocratisation relative des structures politiques et l'introduction de mécanismes de marché dans la gestion économique (URSS); c) une démocratisation à l'occidentale et le rétablissement intégral de l'économie de marché (programme d'une partie de l'opposition et peut-être aussi du Parti, notamment en Pologne et en Hongrie); d) la démocratisation générale du pouvoir politique et une planification démocratique de l'économie, fondée sur l'autogestion (programme de syndicalistes et opposants socialistes en Europe de l'Est, avec la sympathie de secteurs du Parti). L'avenir de cette confrontation est loin d'être joué.

5. Contrairement à ce qu'affirment, avec un bel unisson, la presse libérale, les économistes bourgeois et les gouvernements occidentaux, le capitalisme, l'économie de marché et le système du profit ne sont pas la seule alternative possible aux catastrophes de l'«économie de commandement» — i.e. de la planification bureaucratiquement centralisée — actuellement existante dans les pays

post-capitalistes. *Tertium datur*: il existe une autre voie, celle de la démocratie socialiste — c'est-à-dire l'autogestion généralisée (de la base au sommet), de la planification démocratique par la société elle-même, déterminant librement, après un débat pluraliste et ouvert, les principaux choix économiques, les priorités d'investissement, les grandes lignes de la politique économique.



Tchécoslovaquie: la crise télévisée

6. Contrairement à ce qu'affirment nombre d'économistes et dirigeants réformateurs de pays de l'Est, il n'y a aucun lien direct et logique entre réformes économiques marchandes et démocratie politique, «liberté» économique et liberté politique. La Chine de Deng-Xiao-Ping vient d'apporter un démenti retentissant à cette doctrine. Elle montre en outre que si les réformes marchandes peuvent résoudre transitoirement certains problèmes créés par la planification bureaucratique, elles créent des programmes nouveaux, aussi graves: chômage, exode rural, corruption, hausse des prix, inégalités sociales, criminalité en hausse, soumission de l'économie aux capitaux impérialistes et aux impositions des banques internationales. Menées à terme, elles risquent de réduire à néant les principales conquêtes sociales des travailleurs: garantie de l'emploi, minimum vital assuré, etc.

7. Les méfaits et crimes commis au nom du communisme et du socialisme par les régimes bureaucratiques des sociétés *post-capitalistes* (depuis les purges sanglantes des années 30 jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 et celle de l'Afghanistan en 1979) ont gravement nui à l'idée même d'un avenir socialiste et favorisé l'adhésion à l'idéologie bourgeoise de secteurs significatifs de la population, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Cependant l'aspiration à une société libre et égalitaire, à une démocratie socialiste, et à l'autogestion restent

profondément enracinés chez les travailleurs, des deux côtés de la frontière entre les blocs. De ce point de vue, le *socialisme* et le *communisme*, non comme un état prétendument «existant», mais comme le programme qui inspire depuis un siècle et demi le combat libérateur des classes exploitées et des groupes opprimés du monde entier non seulement n'est pas «mort» mais reste de la plus brûlante actualité.

8. Aujourd'hui plus que jamais le communisme doit être «la critique impitoyable de ce qui existe». Refusant les idéologies apologétiques de l'ordre établi, les discours «réalistes» de légitimation du marché capitaliste ou de la dictature sur les besoins, il incarne le Principe Espérance, l'utopie concrète d'une société émancipée. Mais il n'existe pas de réponse toute faite pour les problèmes de la transition au socialisme: comment combiner la démocratie représentative et la démocratie directe? Comment articuler la planification démocratique avec les impératifs écologiques? Personne ne peut prétendre au monopole de la vérité: ces questions — et beaucoup d'autres semblables — demandent un débat pluraliste et ouvert, un processus d'apprentissage réciproque. ■

* Michaël Löwy, chercheur au CNRS, est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels: *Paysage de la vérité* (Anthropos) et *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires. Etude sur Luckas* (PUF).